

PROJET DU COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE D'ARZEW

La mise en production est prévue pour juin 2025

Le P-dg du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a effectué une visite de travail et d'inspection dans la zone industrielle d'Arzew en compagnie de plusieurs cadres dirigeants, où il s'est enquis du taux d'avancement du projet du complexe de production de méthyl tert-butyl éther (MTBE), dans le cadre des visites sur le terrain qu'il effectue dans plusieurs installations industrielles relevant de Sonatrach, a indiqué lundi un communiqué du groupe. A cette occasion, Hakkar a suivi un exposé technique sur ce projet, lancé le 19 juin 2022, et dont la mise en production est prévue pour juin 2025. Les travaux de sa réalisation ont été confiés au Groupement sino-algérien Cntic/Lpec, dans le cadre d'un contrat ingénierie, approvisionnement et construction (EPC), en collaboration avec la sous-traitance algérienne représentée par la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB) SPA, filiale de Sonatrach, précise le communiqué. (Lire en Page 3)



● LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

367 opérations de saisie durant le 1^{er} trimestre 2023

(P3)

● SELON MOHAMED BOUTABBA, DG D'AEC

"Le dessalement de l'eau de mer couvre 17% des besoins nationaux"

(P4)

● CONFLIT UKRAINIEN

Poutine se rend à Dniepr dans la région de Kherson



(P12)

● LE DOLLAR AMÉRICAIN

Les raisons cachées de la guerre en Ukraine

(P8)

Le groupe CBC/Radio-Canada cesse ses activités sur Twitter



Cette décision est une réaction à l'étiquette de "média financé par le gouvernement" que lui a accolé le réseau social. Il faudra désormais le suivre sur d'autres plateformes. Le groupe de médias public CBC/Radio-Canada a annoncé lundi sa décision de "suspendre" ses activités sur Twitter après que la plateforme d'Elon Musk lui a accolé l'étiquette de "média financé par le gouvernement". "En mettant ainsi en doute notre indépendance au moyen de cette étiquette mensongère visant à tromper le public, ce réseau remet en question l'exactitude et le professionnalisme du travail effectué par nos journalistes", a déclaré le groupe dans un communiqué.

"Notre journalisme est impartial et indépendant. Prétendre le contraire est faux", a ajouté le groupe qui rappelle que son "indépendance éditoriale" est protégée par la loi, et qu'il est "financé par des fonds publics au moyen d'un crédit parlementaire voté par tous les députés". Le groupe a encouragé les Canadiens à les suivre sur d'autres réseaux sociaux. La semaine dernière, le leader conservateur Pierre Poilievre avait écrit à Elon Musk pour lui demander d'apposer cette étiquette sur le groupe public. "Maintenant, les gens savent que c'est de la propagande Trudeau, pas des nouvelles", s'est-il réjoui sur Twitter après l'annonce. En réponse, le Premier ministre Justin Trudeau a rappelé lundi l'indépendance des médias et fustigé l'attitude de ses adversaires. "Le Parti conservateur a choisi de s'attaquer à une institution importante pour bien des Canadiens, et a choisi de le faire en allant voir des milliardaires des géants du Web aux États-Unis", a-t-il déploré.

La semaine dernière, la radio publique américaine NPR était devenue le premier grand média à quitter Twitter pour protester contre les nouvelles politiques du réseau. Les départs de grands médias de la plateforme Twitter interviennent sur fond de mise en place d'une nouvelle politique de certification controversée, le réseau accordant à partir du 20 avril sa célèbre coche bleue à ceux qui paieront pour s'en prévaloir. Début avril, Twitter a ainsi retiré cette coche au compte principal du *New York Times* (55 millions d'abonnés), dans un autre geste de défiance à l'égard d'un média respecté, mais considéré comme trop à gauche par une partie des conservateurs.

Italie : Deux tonnes de cocaïne récupérées dans des ballots dérivant en mer



Deux tonnes de cocaïne pour une valeur estimée à 400 millions d'euros : c'est la saisie incroyable réalisée par la police douanière italienne, près de Sicile. La marchandise, conditionnée dans des ballots, dérivait au large, en pleine mer, ont expliqué les autorités lundi. Pas moins de 70 paquets hermétiquement fermés et contenant 1.600 pains de cocaïne ont été repérés et récupérés.

Les ballots étaient reliés entre eux par un épais cordage et équipés d'un système de signalisation lumineuse. Il s'agit "de l'une des saisies de drogue les plus importantes jamais réalisées sur le territoire national", a précisé la police douanière dans son communiqué. Selon les enquêteurs, ces éléments font penser que "la drogue a été probablement jetée en mer par un cargo pour être ensuite récupérée et transportée sur le continent".

Le trafic de stupéfiants en Europe est largement contrôlé par la 'Ndrangheta, puissante mafia de Calabre, qui se répartit le marché avec d'autres groupes criminels en fonction de leur localisation et leurs spécialités (logistique, protection, blanchiment...).

Europol évalue aujourd'hui le marché annuel de la vente au détail de cocaïne sur le Vieux Continent entre 7,6 et 10,5 milliards d'euros.

Un robot russe antichar Marker utilisé dans le Donbass sera doté d'un drone-kamikaze

Déployés dans le Donbass en réponse aux chars Leopard et Abrams livrés par l'Europe et les USA à Kiev, les robots russes antichars Marker seront munis de drones-kamikaze. Ces véhicules aériens de combat, dont la portée de vol est jusqu'à 30 km, ont été spécialement conçus pour les Marker.

La Russie envisage d'équiper les robots antichars Marker de drones-kamikaze. Ces véhicules, dont le nom provisoire est BAS-80, sont en train d'être testés, a expliqué à Sputnik Evgueni Doudorov, responsable du développement. "Pour le moment, ce drone est testé sans son unité combattante, mais ce sera effectivement un drone de combat." Le poids du BAS-80 sans son unité combattante est de 1,7 kilogramme, le volume potentiel de cette dernière étant d'environ 600 grammes. La portée de vol peut aller jusqu'à 30 km et le temps de vol jusqu'à 18 minutes. Ces drones ont été spécialement conçus pour les robots Marker.

C'est suite à l'annonce des livraisons de chars européens Leopard et américains Abrams à Kiev que Moscou a fait part du déploiement des robots Marker dans le Donbass.

Début mars, quatre véhicules ont été envoyés dans le Donbass pour les tester. Fin mars, l'ancien patron de Roscosmos Dmitri Rogozine avait déclaré que la production en série du robot Marker, doté du missile antichar Kornet, serait lancée une fois que les tests auront pris fin.



Un Américain tire sur un adolescent noir qui avait frappé à sa porte

L'adolescent a frappé à la mauvaise porte et a été touché par balle. Un octogénaire a été inculpé lundi par la justice du Missouri, dans le centre des États-Unis, a annoncé le procureur local. Il a blessé grièvement par balles, la semaine dernière, un adolescent noir qui avait frappé à sa porte par erreur. Andrew Lester, homme blanc de 85 ans, a été inculpé de deux chefs d'accusation criminels, dont l'un est passible de la prison à vie, a fait savoir lors d'une conférence de presse le procureur du comté de Clay, Zachary Thompson.

Un mandat d'arrêt a été émis et sa caution établie à 200.000 dollars. Ralph Paul Yarl, 16 ans, qui a notamment été touché à la tête par le tireur, récupère "malgré la gravité de ses blessures", selon l'un des avocats de sa famille, Lee Merritt, cité par ABC News. L'adolescent venait chercher ses frères jumeaux chez un ami le 13 avril à Kansas City, grande métropole du Missouri, lorsqu'il a sonné à la mauvaise porte d'une maison. Son propriétaire a tiré sur l'adolescent à travers une porte vitrée, a déclaré sa tante, Faith Spoonmoore.

Elle a décrit Ralph Paul Yarl comme un enfant intelligent et sympathique rêvant de faire des études d'ingénieur en chimie. "Les informations que nous possédons actuellement ne disent pas que l'acte était à caractère raciste, l'enquête est toujours en cours. Mais en tant que cheffe de la police, je reconnais les composantes raciales de cette affaire", avait déclaré, dimanche lors d'une conférence de presse, la cheffe de la police de Kansas City, Stacey Graves.

L'Afrique et le Moyen-Orient mobiliseront 3 milliards de dollars pour l'IA en 2023

Jusqu'en 2026, les pays du monde investiront de plus en plus dans l'intelligence artificielle. Parmi les régions avec la croissance la plus rapide en la matière se distinguent l'Afrique et le Moyen-Orient, d'après l'International Data Corporation.

Si les États-Unis seront le plus grand marché pour les systèmes centrés sur l'IA pour les années à venir (plus de 50% des dépenses mondiales), les dépenses consacrées à l'intelligence artificielle en Afrique et au Moyen-Orient, y compris Israël, atteindront pas moins de 3 milliards de dollars en 2023, selon une prévision de l'International Data Corporation (IDC). Ce chiffre a beau représenter seulement 2% du total mondial pour 2023, qui est de 151,4 milliards de dollars, cette zone connaîtra le taux de croissance le plus rapide au monde au cours des prochaines années, prévoit l'IDC. Sur la période allant de 2022 à 2026, les dépenses dans l'IA dans ces régions augmenteront à un taux de croissance annuel composé de 29,7%, pour atteindre 6,4 milliards de dollars en 2026, selon l'IDC. Ces dépenses comprennent les logiciels, le matériel et les services pour les systèmes centrés sur l'IA. "Les effets de la pandémie ont engendré de nouvelles dépenses liées à l'adoption de l'IA, en particulier au sein du secteur bancaire et financier, manufacturier, commercial, médical et gouvernemental", a expliqué Manish Ranjan, responsable principal du programme pour les logiciels, le cloud et les services informatiques chez IDC.

L'Afghanistan reste parmi les pays les plus pauvres du monde

Le retour des talibans au pouvoir en Afghanistan a aggravé la situation économique du pays. Le nombre d'Afghans pauvres a presque doublé entre 2020 et fin 2022, pour atteindre les 34 millions, selon des estimations publiées mardi par l'ONU. Depuis leur prise du pouvoir en août 2021, la production économique de l'Afghanistan s'est effondrée de 20,7 %, indique le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). "Ce choc sans précédent a maintenu l'Afghanistan parmi les pays les plus pauvres du monde", souligne-t-il. Selon le document, qui porte sur des données collectées jusqu'en septembre dernier, les Afghans sous le seuil de pauvreté étaient estimés à 34 millions fin 2022, contre 19 millions en 2020. Il n'existe pas de données récentes sur le recensement en Afghanistan, mais les Nations unies estiment la population à 40 millions d'habitants, ce qui signifie que 85 % du pays vivrait dans la pauvreté. En 2022, le PIB de l'Afghanistan a baissé de 3,6 %, selon les estimations de l'étude. "Un afflux soutenu d'aide étrangère, à hauteur de 3,7 milliards de dollars en 2022, a permis d'éviter l'effondrement total de l'Afghanistan", a expliqué dans un communiqué le représentant du PNUD en Afghanistan, Abdallah Al Dardari, qui met en garde contre une baisse de l'aide étrangère cette année. En 2023, le PIB de l'Afghanistan pourrait augmenter de 1,3 % si le niveau de l'aide étrangère se maintient. "Toutefois, les perspectives de reprise économique restent faibles et insuffisantes à long terme, en particulier si l'aide étrangère est suspendue en raison des politiques restrictives des talibans", prévient le rapport. L'appel des Nations unies pour 2023 en faveur de l'Afghanistan n'a recueilli à ce jour que 5 % de son objectif de 4,6 milliards de dollars. "Si l'aide étrangère est réduite cette année, l'Afghanistan risque de tomber du bord de la falaise dans l'abîme", souligne Abdallah Al Dardari.

PROJET DU COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE D'ARZEW

La mise en production est prévue pour juin 2025

PAR : HAMZA B.

Le P-dg du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a effectué une visite de travail et d'inspection dans la zone industrielle d'Arzew en compagnie de plusieurs cadres dirigeants, où il s'est enquis du taux d'avancement du projet du complexe de production de méthyl tert-butyl éther (MTBE), dans le cadre des visites sur le terrain qu'il effectue dans plusieurs installations industrielles relevant de Sonatrach, a indiqué lundi un communiqué du groupe. A cette occasion, Hakkar a suivi un exposé technique sur ce projet, lancé le 19 juin 2022, et dont la mise en production est prévue pour juin 2025. Les travaux de sa réalisation ont été confiés au Groupement sino-algérien Cntic/Lpec, dans le cadre d'un contrat ingénierie, approvisionnement et construction (EPC), en collaboration avec la sous-traitance algérienne représentée par la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB) SPA, filiale de Sonatrach, précise le communiqué.

Pour Sonatrach, le parachèvement de cette nouvelle installation de production, dont la durée de réalisation est estimée à 36 mois, s'inscrit dans le cadre du programme de développement de l'industrie pétrochimique, initié par Sonatrach dans son plan d'investissement à moyen terme, avec une capacité de production de 200.000 tonnes/an.

La réalisation de cette installation industrielle permettra de produire du Mtbe, utilisé comme additif pour la fabrication de l'essence sans plomb au niveau des

raffineries et partant, mettre fin à son importation, atteindre l'auto-suffisance et se diriger vers l'exportation d'ici à 2025, ajoute la même source.

RENOUVELLEMENT D'UNE CONVENTION CADRE AVEC L'AGENCE SPATIALE ALGÉRIENNE

Le Groupe Sonatrach a procédé à la signature du renouvellement d'une convention cadre avec l'Agence spatiale algérienne (Asal) portant sur la mise à disposition des technologies spatiales de l'Asal au profit de Sonatrach. Le renouvellement de cette convention-cadre, signée une première fois en 2018, a été paraphé par le P-dg de Sonatrach, Toufik Hakkar, et le directeur général de l'Asal, Azzedine Oussedik.

Cette convention-cadre doit définir les modalités de collaboration entre les deux parties pour une utilisation optimale des technologies spatiales et leurs applications dans la conception, l'étude et la mise en oeuvre des projets de développement liés aux différents domaines d'activité de Sonatrach. La signature a été suivie par la signature de trois contrats inhérents à diverses prestations de recherche appliquée spatiale réalisées par l'Asal pour le compte de Sonatrach. Le premier contrat d'application concerne l'accompagnement pour la mise en place du système d'estimation des émissions de gaz touchés et de méthane dans le cadre des efforts menés par Sonatrach en matière de baisse de l'empreinte carbone issue de ses activités. Ce contrat a été signé par le directeur central HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement) de la compa-

gnie, Abdelkrim Ouamer, et le directeur du Centre des techniques spatiales de l'Asal, Habib Mahi. Les deux autres contrats impliquent l'acquisition d'images satellitaires et l'exploitation des techniques de géodésie spatiale sur les champs en développement. Ces deux contrats ont été signés par le directeur de la division activité Exploration/Production de Sonatrach, Mahmoud Djidjeli et le directeur du Centre des applications spatiales de l'Asal, Ali Hassani. Lors d'un point de presse en marge de la cérémonie de signature, Hakkar a fait savoir que cette convention va connaître une nouvelle étape à travers "une collaboration fructueuse", permettant de fournir à Sonatrach des données scientifiques de haute qualité dans le cadre des études, du développement et de la mise en oeuvre de ses différentes activités.

Cette convention renouvelée, a expliqué le P-dg de Sonatrach, va permettre à la compagnie nationale des hydrocarbures de moderniser ses opérations industrielles dans le but d'optimiser l'exploitation des ressources hydrocarbures "tout en réalisant des gains tangibles en terme de coût et de temps, et ce, grâce aux cartes précises des satellites de nos zones d'activité, des réseaux de transport et d'exploration".

La convention-cadre signée en 2018 comprend aussi les systèmes d'évaluation des gaz torchés et la réduction de l'empreinte carbone, ce qui permet d'évaluer le niveau des gaz torchés avec précision, rappelle Hakkar. Pour sa part, le DG de l'Asal a assuré que cette convention était une opportunité pour l'Agence qui s'engage à réaliser des cartes et à



soutenir et sécuriser les zones industrielles et les réseaux de transport et d'exploration du pétrole. Il a également fait savoir que l'Agence fournit à Sonatrach des images satellitaires de haute précision, élabore des modèles numériques de terrain ou de

relief et l'exploitation des techniques de géodésie spatiale. Selon Oussedik, cette coopération permet de renforcer la souveraineté nationale à travers le soutien local à Sonatrach dans l'analyse, la gestion et la protection de son environnement d'activité. **H. B.**

LA CONJONCTURE

Par R. N.

L'augmentation de l'allocation de solidarité traduit la ferme conviction de poursuivre la politique sociale de l'Etat

La décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, d'augmenter l'allocation de solidarité, traduit sur le terrain sa ferme conviction de poursuivre la politique sociale de l'Etat en vue d'améliorer le cadre de vie du citoyen et consolider davantage le socle de l'Algérie nouvelle.

Lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche dernier, le Président de la République "a décidé, dans un premier temps, de porter l'allocation de solidarité à 12.000 DA pour ceux qui perçoivent 10.000 DA et à 7.000 DA pour ceux qui perçoivent actuellement 3.000 DA", a indiqué un communiqué du Conseil des ministres, relevant que "cette revalorisation touchera près d'un million de bénéficiaires".

Il est à noter que le Conseil des ministres a également approuvé la modification de la loi relative à la retraite pour l'adapter aux augmentations exceptionnelles des allocations et pensions, décidées par le Président de la République, en janvier 2023, "réitérant son engagement à poursuivre la stratégie d'amélioration du niveau de vie des citoyens, dont les retraités, une catégorie qui a beaucoup donné à l'Algérie au cours des années de service et qui mérite gratitude et valorisation".

A cet égard, les dernières mesures prises en faveur des travailleurs et des catégories sociales défavorisées sont de nature à renforcer ces acquis.

Il s'agit de la revalorisation des salaires et des pensions de retraite, l'institution d'une allocation chômage, auxquelles s'ajoutent d'autres mesures visant à stabiliser les prix de produits de large consommation.

C'est ainsi que le Président de la République avait déjà ordonné, lors d'une réunion du Conseil des ministres de février dernier, d'aligner la grille des salaires d'abord sur le pouvoir d'achat, puis sur le soutien continu destiné aux catégories socialement vulnérables, en tenant compte de la valeur du travail et du développement de la production en tant que principales références pour la revalorisation des salaires.

Le Président Tebboune avait, en outre ordonné de revoir à la hausse l'allocation chômage qui est passée de 13.000 DA à 15.000 DA, l'Etat devant assumer les charges de la couverture sanitaire des chômeurs pour les bénéficiaires de cette allocation. Ces mesures ont porté aussi sur l'augmentation du seuil minimum de la pension de retraite à 15.000 DA pour ceux qui percevaient une pension inférieure à 10.000 DA et à 20.000 DA pour ceux qui percevaient une pension de 15.000 DA afin de l'harmoniser avec le seuil minimum des salaires qui a, lui aussi, augmenté de 18.000 DA à 20.000 DA depuis 2021.

Dans le même sillage, le Président Tebboune avait ordonné en janvier dernier de poursuivre la valorisation des salaires qui seront ainsi augmentés, au cours de 2023-2024, entre 4.500 DA/an et 8.500 DA/an selon les catégories, soit des augmentations au cours des années 2022, 2023 et 2024 atteignant 47%.

Dans ce sens, il avait affirmé, lors de sa dernière entrevue périodique avec des représentants de la presse nationale en février dernier, que la décision de porter le taux d'augmentation des salaires à 47% à l'horizon 2024, et l'augmentation des pensions de retraites ainsi que la réduction des impôts sur le revenu, étaient des "décisions inédites et exceptionnelles" visant principalement l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen.

Le Président Tebboune avait tenu à rappeler qu'aucune augmentation de salaire n'a été enregistrée en Algérie depuis près de 10 ou 15 ans, soulignant que l'augmentation progressive des salaires actuellement se répercutera indubitablement sur le niveau de vie du citoyen, en attendant une augmentation définitive au cours de l'année prochaine.

En somme, ces mesures et décisions traduisent la détermination de l'Etat à mener une véritable bataille pour protéger le pouvoir d'achat du citoyen en luttant contre toutes les formes de spéculation et de corruption, pour reprendre les propos du Président de la République.

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

367 opérations de saisie durant le 1^{er} trimestre 2023

Les services des Douanes algériennes ont mené 367 opérations de saisie à travers l'ensemble du territoire national dans le cadre de la lutte contre la contrebande durant le 1^{er} trimestre 2023, selon la Direction générale des douanes. Selon les données des douanes relatives à la lutte contre la contrebande, 367 opérations de saisie de marchandises ont eu lieu durant la période allant du 1^{er} au 31 mars pour un montant global de 1,119 milliards de DA, alors que la valeur des amendes induites par ces crimes économiques est estimée à 11,991 milliards de DA. Parmi les véhicules utilisés lors des tentatives de contrebande déjouées par les services des douanes, 149 véhicules, 25 camions, trois tracteurs, sept mobylettes et neuf ânes, a indiqué la même source, ajoutant que 407 individus sont impliqués dans ces opérations.

Concernant la nature des objets saisis, la direction générale des douanes a indiqué qu'il s'agit essentiellement de drogue, de comprimés psychotropes, de tabac et de cigarettes, de carburant, de pétards, de boissons alcoolisées, de devises, de

métaux précieux, d'armes et de munitions, outre les produits alimentaires subventionnés et de large consommation et les véhicules. Les services des Douanes ont saisi durant les trois premiers mois 2023, plus de 1,9 tonnes de kif traité et plus de 770.000 tonnes de comprimés psychotropes et près de 14 kg de drogues dures et 8,5 kg de Bango.

SAISIE DE 46.000 LITRES D'HUILE ET PRÈS DE 840 TONNES DE SEMOULE ET DE FARINE

En ce qui concerne le tabac, les produits dérivés et les boissons alcoolisées, le bilan fait état de la saisie de 24.377 cartouches de cigarettes, 11.049 kg et 5 672 cartouches de tabac à priser, 22 066 unités et 2 720 litres de boissons alcoolisées.

S'agissant des métaux précieux et des devises, les Douanes ont saisi 344,7 g d'or, 132.480 euros, 14.200 dollars américains, 43.000 dinars tunisiens et 30 000 riyals saoudiens. Pour les produits alimentaires, notamment les produits subventionnés et de large consommation, 3 834 kg de pâtes alimentaires, 6 282 kg de

différents fruits, 836 260 kg de semoule et de farine, 46 050 litres d'huile de table et 612.520 kg de sucre ont été saisis, selon le même bilan. En outre, 27 625 litres de carburant, 91 349 unités de pétards et de produits pyrotechniques, 31 674 unités de vêtements et chaussures divers, 2.377 kg de vêtements usagés ont été saisis, ainsi que des médicaments, des produits cosmétiques, des moteurs et des pièces de rechange utilisées, des armes, des munitions, des téléphones portables et leurs accessoires et autres. La direction a estimé que "ces chiffres reflètent les efforts inlassables des agents des douanes, et leur pleine mobilisation afin d'accomplir les missions qui leur sont confiées, pour protéger l'économie nationale, en renforçant les mécanismes de contrôle et les programmes d'intervention sur le terrain pour faire face à toutes les tentatives de contrebande" et la criminalité transfrontalière sur l'ensemble du territoire national, ainsi que la coordination de programmes d'intervention conjoints avec les différents corps de sécurité, notamment l'institution militaire".

H. B.

SELON MOHAMED BOUTABBA, DG D'AEC

AMNISTIE FISCALE GÉNÉRALE

L'économiste Boubekour Sellami pas favorable

La lutte contre la fraude fiscale et le secteur informel qui gangrènent l'économie nationale nécessite des mesures radicales, estime Boubekour Sellami, président de l'Association des conseillers fiscaux algériens qui plaide en faveur du changement des billets de banques et de mesures radicales pour le recouvrement des impôts impayés.

S'exprimant dans l'émission L'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne, Sellami affirme qu'"on ne peut pas relancer l'économie sans une réforme profonde touchant à tous les axes de la finance en Algérie".

Il déplore d'emblée l'ampleur prise par le secteur informel et le marché parallèle qui repousse les investissements et occasionne des pertes fiscales estimées à quelque 2 600 milliards de DA.

"L'Etat a pris plusieurs mesures d'encouragement pour en finir avec l'argent qui circule dans le secteur informel, estimé à 90 milliards de dollars. Malheureusement, les résultats sont très faibles, puisque les acteurs refusent toujours d'aller vers les banques et la traçabilité", note l'expert fiscal qui a rappelé, à ce propos, les déclarations du président de la République qui avait évoqué "à deux reprises la possibilité d'adopter des mesures radicales". L'intervenant plaide dans ce sillage en faveur du changement des billets de banque de façon, explique-t-il, à obliger les acteurs du secteur informel à passer par la banque pour régulariser leurs capitaux. "L'argent de l'informel restera dans l'informel tant qu'on n'utilisera pas cette solution", insiste-t-il.

Interrogé sur la revendication de l'amnistie fiscale prônée par certains économistes, l'invité de la Chaîne III estime qu'une telle mesure serait une injustice envers ceux qui s'acquittent de leur impôt. "Si une amnistie il y a, elle doit être au cas par cas, mais une amnistie générale est une injustice contraire au principe même de l'impôt", répond-t-il.

H. M.

"Le dessalement de l'eau de mer couvre 17% des besoins nationaux"

Le dessalement de l'eau de mer couvre actuellement plus de 17% des besoins nationaux, car la capacité de production des 13 usines de dessalement en service est de 2 180 000 mètres cubes par jour.

En outre, il est prévu que le volume de production d'eau par dessalement doublera progressivement jusqu'à atteindre 60%, et cela nécessite du travail, des efforts et des compétences basés sur la mise en œuvre de ce vaste programme vital qui permet la réalisation de la sécurité hydrique de l'Algérie.

"La sécurité hydrique est une question de sécurité nationale, non seulement pour l'Algérie, mais c'est un enjeu mondial. En outre, ce n'est un secret pour personne que les changements climatiques et le réchauffement climatique se déroulent rapidement, et cela nous a directement touchés, en particulier dans la région sahélienne et saharienne", a décortiqué dans un entretien à Echaâb Boutabba Mohammed, directeur général d'AEC (Algerian Energy Company).

"Toutes les études ont confirmé que d'ici 2050 l'Afrique du Nord perdra 20% des précipitations, ce qui place la sécurité hydrique au cœur des priorités de l'Etat algérien. Cela s'est traduit par le programme du Président de la République à travers le plan national urgent et le programme complémentaire en matière de projets d'usines de dessalement des eaux marines le long du littoral algérien", a-t-il ajouté. Cet effet, pour faire aboutir ces

objectifs, Boutabba a souligné que les équipes chargées des réalisations travaillent avec des systèmes hautement développés et des méthodes de travail caractérisées par la précision et la rapidité, en plus au recours au régime de permanence pour travailler jour et nuit afin de livrer toutes les stations à temps.

"Nous œuvrons également à moderniser et configurer nos ressources humaines et à moderniser nos outils pour donner un travail conforme aux normes internationales et de qualité mondiale", a-t-il précisé, insistant que ces efforts "traduisent la volonté politique et toutes les énormes capacités mobilisées par l'Etat et le groupe Sonatrach pour faire aboutir ces projets vitaux pour notre pays".

La demande nationale de l'eau augmentera dans les années à venir en raison de la croissance de la population, en plus de l'expansion du tissu urbain des grandes villes et des nouvelles zones urbaines, en plus de la croissance continue de l'économie nationale dans tous ses secteurs.

"Cette demande en croissance, qui correspond aux changements climatiques qui impactent notre région, entraînent une raréfaction rapide de l'eau de pluie. C'est ce qui a rendu nécessaire le lancement de deux programmes nationaux dans ce sens, l'un urgent et l'autre complémentaire", a alerté Boutabba.

"Ce propos, je dois attirer l'attention sur la vitalité du sujet et la grande importance que l'Etat attache à la nécessité d'atteindre au plus vite la sécurité hydrique. Dans un précédent historique pour l'Algérie, cinq grands projets de dessalement d'eau de mer ont été lancés dans le cadre du programme complémentaire simultanément, avec des délais n'excédant pas un maximum de 25 mois. Tout cela, pour la première fois, également, avec des compétences et des entreprises 100% algériennes, dont la plupart sont des filiales du groupe Sonatrach, qui est un autre défi



relevé par les cadres et les compétences algériens avec fierté", s'est-il réjoui.

Selon le même interlocuteur, tous ces projets ont été lancés et la plupart de leurs plans d'ingénierie sont terminés, et même les étapes initiales sont en voie d'achèvement.

Dans certaines autres, comme le projet de la station Al-Ras Al-Abyad à Oran, qui est actuellement en début de son coulage en béton.

Tout cela intervient dans un temps record qui reflète la mobilisation générale de toutes les institutions et entreprises afin de livrer ces projets dans les délais impartis, prévus à l'horizon de décembre 2024.

"En plus des stations qui sont en service, l'Algérie atteindra la production de 60% de ses besoins en eau propre à la consommation, ce qui nous fera atteindre l'objectif souhaité par l'Etat, qui est d'atteindre la sécurité hydrique qui renforce la sécurité nationale de l'Algérie", a-t-il conclu.

Algerian Energy Company SPA dénommée par abrégée AEC est une entreprise publique, société par actions créée en 2001 et détenue à 100% par Sonatrach depuis 2018. Statutairement, ses missions consistent en la promo-

tion de projets d'envergures, seule ou en partenariat avec des firmes nationales ou étrangères exerçant, notamment dans : La génération de l'énergie électrique,

Le dessalement d'eau de mer.

Force est de constater que l'activité par laquelle AEC est le plus connue est, sans doute, le dessalement d'eau de mer.

En effet, le dessalement d'eau de mer (DEM) était une réponse donnée par les pouvoirs publics pour contrer le stress hydrique sévissant, particulièrement, dans l'Ouest algérien.

Le gouvernement avait décidé de lancer un important programme de dessalement d'eau de mer, composé de 11 usines réparties sur tout le littoral, dans lesquelles AEC a des participations allant de 30 à 49%, en association avec des partenaires étrangers.

Sa capacité de production globale s'élève à 2,1 millions de m³/jour, ce qui représente une contribution de 17% de l'eau potable distribuée.

Avec le lancement des trois nouveaux projets de dessalement de mer (El-Tarf, Alger-Ouest et Skikda), la capacité passera à 2,7 millions de m³/jour.

Hamid M.

MINES

Vers l'ouverture de plusieurs unités de transformation

Le groupe Manadjim El-Djazair (Manal) a engagé la réalisation de plusieurs unités de transformation dans le cadre de la stratégie de valorisation des produits miniers dont certaines entreront en services les prochains jours, a fait savoir, lundi à Alger, le P-dg du groupe, Mohamed Sakhr Harami.

Invité du Forum de la Radio nationale Chaîne I, Harami a précisé que "la stratégie adoptée par le ministère de l'Energie consiste à exporter les matières minières valorisées, ainsi que la réalisation d'usines à cet effet".

"Nous avons entamé, au niveau du groupe, la réalisation de plusieurs usines de transformation, dont certaines entreront en service les prochains jours", a-t-il

poursuivi.

Il a rappelé, dans ce sens, les usines de bentonite à Meghnia (Tlemcen), de carbonate à Sig (Mascara) et à El Kheroub, outre l'unité de production de feldspath à Annaba et de dolomite (Oum El Bouaghi) un des composants du fer.

Ces usines qui sont au dernier stade de réalisation et dont certaines seront entrées en service contribueront à assurer la disponibilité des matières premières nécessaires à l'industrie dans plusieurs secteurs.

Evoquant le projet de Gara Djebilet de Tindouf, le P-dg de l'Entreprise nationale de fer et de l'acier (Ferral), Ahmed Benabbas, a rappelé à son tour, l'accord conclu jeudi passé avec le complexe sidérurgique Tosyali

de Bethioua à Oran, portant sur le lancement d'une unité de production de concentré de minerai de fer dans la wilaya de Béchar. L'accord énonce les mesures à entreprendre pour la création d'une joint-venture Ferral-Tosyali au mois de septembre, tout en garantissant les conditions afin que la société débute directement la réalisation de la première usine qui sera dans la wilaya de Béchar.

Mine de Gara Djebilet : une joint-venture entre Ferral et un groupe chinois à la fin 2023

Dans ce cadre, Benabbas a fait état d'un 2^{ème} partenariat avec un groupe chinois pour la création d'une joint-venture qui sera cette fois dédiée à la réalisation d'un projet pour l'exportation vers la Chine. Des discussions

sont également en cours avec Algerian Qtari Steem AQS Ballara pour fournir à cette entreprise la matière première sidérurgique.

Concernant la mine de Gara Djebilet, Benabbas a indiqué que de nombreux pays arabes et européens, ainsi que le Japon, la Chine et la Turquie, ont exprimé leur volonté d'établir un partenariat.

Concernant les grands projets structurants, notamment le projet stratégique intégré du phosphate, le même responsable a précisé qu'une société a été créée en partenariat entre le groupe industriel minier Manadjim El Djazair (Manal) et le Groupe industriel engrais et produits phytosanitaires (Asmidal) du côté algérien, et deux sociétés chinoises pour le

partenaire chinois. Cette société œuvre actuellement à finaliser toutes les études de faisabilité et techniques pour entamer effectivement la réalisation du projet, avant de le présenter au Conseil des participations de l'Etat (CPE) pour prendre la décision finale sur l'investissement, a-t-il ajouté. S'agissant du projet d'exploitation du plomb zinc de Oued Amizour, le responsable a fait état de l'achèvement de plusieurs phases et de l'étude de faisabilité, des risques et des impacts environnementaux, indiquant que le groupe entend réaliser une usine pour valoriser le zinc afin de répondre à la demande locale et d'exporter l'excédent de production.

Hamza B

Les vertus de l'invocation (Adhikr)

Abû Houraira a dit, le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit: "Quand un serviteur de Dieu prononce les mots lâ ilâha illâ llâh sincèrement, les portes du Paradis s'ouvrent devant ces mots jusqu'à ce qu'ils atteignent le Trône de Dieu, si bien que celui qui les prononce est maintenu à l'abri des grands péchés". Rapporté par Tirmidhi.

L'IMPORTANCE DE LÂ ILÂHA ILLÂ LLÂH

Abu houraira a dit, le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit : "Renouvelez votre foi ". - Comment pouvons-nous renouveler notre foi ? " demandèrent-ils. Le Prophète répondit : " -Dites en permanence lâ ilâha illâ llâh ". Rapporté par Ahmad.

Le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit : "Le meilleur rappel de Dieu consiste à répéter lâ ilâha illâ llâh et la meilleure prière (doaa) est alhamdu lillah (louange à Dieu) ". Rapporté par Jabir

LES MOTS LES PLUS CHERS À DIEU

Abu houraira a dit, le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit : "Il y a deux phrases qui sont légères sur la langue mais lourdes sur l'échelle des récompenses et chères à Celui qui dispense la grâce : subhan Allah wa bi hamdihi (Gloire à Dieu et toute louange soit à Lui) et subhan Allah al-azim (Gloire à Dieu l'Immense) ". Rapporté par Bokhari, Tirmidhi et Muslim.

Abu houraira a dit également que le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit : "J'aime répéter subhan allah, wa alhamdu lillah, wa lâ ilâha illâ llâh, wa llahu akbar (Gloire à Dieu ! Louange à Dieu ! Il n'y a de dieu que Dieu ! Dieu est le plus grand !) ". Rapporté par Muslim et Tirmidhi

Abu dharr a dit, le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit : "Les mots les plus chers à Dieu, et qu'Il a choisis pour Ses anges, sont " subhana rabbi wa bi hamdihi subhana rabbi wa bi hamdihi " (Gloire à mon Seigneur et louange à Lui ! Gloire à mon Seigneur et louange à Lui !) Rapporté par Muslim et Tirmidhi

LES PHRASES PRÉFÉRÉES DE DIEU

Abu Saïd a dit, Le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit : "Pratiqués les bonnes actions difficiles le plus souvent possible ! " Ils demandèrent : " - Que sont-elles ? " . Le Prophète répondit : " - Le takbir (allahu akbar) , le tahlil (lâ ilâha illâ llâh) , le tasbih (subhan allah) , al-hamdu lillah et la hawla wa la quwwata illa bil-lahi ". Rapporté par Anisa'i et Hakim, Samura ibn jundub a dit, le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit : "Les phrases préférées de Dieu sont au nombre de quatre : subhan allah, wa al-hamdu lillah, wa lâ ilâha illâ llâh, wa llahu akbar. Peu importe l'ordre dans lequel vous les dites quand vous pratiquez le dhikr ". Rapporté par Muslim.

LA RÉCITATION DU CORAN

Ibn Massoud a dit, le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit : "celui qui récite les deux derniers versets de la sourate al-baqara (2:285-286) les suffiront". Rapporté par Bokhari et Muslim



Cela veut dire que ces deux versets lui procureront un bienfait équivalent à celui d'une prière nocturne, et le protégeront de toute blessure pendant la nuit.

Ibn khuzayma dans son sahih le mentionne dans le chapitre intitulé " La récitation du Coran qui équivaut à une prière nocturne ".

Abu said al-khudri a dit le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) demanda à ses Compagnons : " L'un d'entre vous est-il capable de réciter un tiers du Coran durant la nuit ? " Les Compagnons trouvèrent cela difficile et dirent : " Lequel d'entre nous en serait capable, ô Prophète de Dieu ? " Le Prophète a dit alors : " récitez sou-rate alikhlas! ... elle représente un tiers du Coran ". Rapporté par Bokhari et Muslim

L'ÉQUIVALENT DE LA LIBÉRATION DE DIX ESCLAVES

Abu houraira a dit, le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit : "Quiconque dit " lâ ilâha illâ llâh wahdahu la sharika la lahu al-mulku wa lahu al-hamd wa huwa `ala kulli shay-in qadir " (il n'y a de dieu que Dieu ! Il est seul et sans associé ! À Lui la souveraineté ! À Lui la louange ! Il a pouvoir sur toutes choses !) Cent fois par jour recevra l'équivalent de la récompense due pour la libération de dix esclaves. Rapporté par Bokhari, Muslim, Tirmidhi, Nasa'i et Ibn Majah

En outre, cent bonnes actions lui seront comptées et cent mauvaises actions lui seront effacées, et il sera protégé de Satan toute la journée jusqu'au soir, et personne ne sera meilleur que lui dans ses actions sinon celui qui fera plus ".

Dans la version de Muslim, Tirmidhi et Nasa'i, on trouve en plus : "Quiconque dit " subhan allah wa bi hamdihi " cent fois par jour verra ses péchés effacés même s'il y en a autant que d'écume à la surface de la mer".

LES AVANTAGES DEDHIKR

Nous citons ici quelques avantages de dhikr :

- 1 - Il chasse Satan, le réprime et le brise
- 2 - Il entraîne l'agrément de Dieu
- 3 - Il élimine les soucis et les angoisses du cœur.
- 4 - Il apporte au cœur la joie et l'allégresse.
- 5 - Il illumine le visage et le cœur.
- 6 - Il fortifie le cœur et le corps.
- 7 - Il attire la subsistance.
- 8 - Il revêt l'invocateur de respect, de douceur et d'aspect agréable.
- 9 - Il fait acquérir l'amour qui est l'esprit de l'Islam, le moteur de la religion et l'axe du bonheur et du salut. Dieu a suscité une cause à chaque chose et celle de l'amour (de Dieu) est inscrite dans la continuité de la pratique du dhikr.
- 10 - Il fait acquérir à l'invocateur l'auto-censure (l'auto-observation) et le fait de s'introduire dans la porte qui mène au degré de l'ihssan (la perfection). Ainsi, il adorera Dieu comme s'il Le voyait. Il n'y

a donc à l'insouciant aucune autre issue vers le rang de l'ihssan que celle du dhikr, de la même manière que celui qui demeure assis ne pourra jamais rejoindre sa maison (qu'en marchant).

11 - Il fait obtenir la qualité de " la remise confiante à Dieu dans toutes ses affaires "c'est-à-dire le retour à Dieu. Et celui qui se retourne souvent vers Dieu au moyen du dhikr, verra son cœur se tourner vers Dieu en toutes circonstances. Dieu devient ainsi son refuge et asile, son Protecteur contre les calamités et les malheurs de la vie.

12 - Il héritera une place rapprochée de Dieu. Ainsi en fonction de l'ampleur de son dhikr se situe sa position par rapport à Dieu. C'est dire que plus son dhikr est abondant, plus il se trouve dans la proximité de Dieu et plus son insouciance s'accroît, plus son éloignement s'accroît.

13 - Il lui ouvre une des plus grandes portes de la connaissance. C'est à dire que son savoir grandira au fur et à mesure que ses invocations se multiplieront.

14 - Il lui procure le respect mêlé de crainte de son Seigneur, Sa magnificence en raison de l'emprise que le dhikr a sur son cœur, et de sa présence constante avec Dieu.

15 - Il lui procure la mention que Dieu fera de lui, comme l'indique ce verset : " Souvenez-vous de Moi et je Me souviendrai de vous " (Coran, 2/152). S'il n'y avait que cela comme bienfaits du dhikr, cela suffirait comme mérite et noblesse. Le Prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a rapporté ce que son Seigneur a dit : " Celui qui se souvient de Moi en lui-même, Je Me souviendrai de lui en Moi-même. Celui qui se souvient de Moi dans une assemblée, Je Me souviendrai de lui dans une assemblée meilleure. " [Sahih Bokhari]

16 - Il reconforte la vie même du cœur.

17 - Il évacue la rouille du cœur. Chaque chose à sa rouille et celle du cœur, c'est l'insouciance et les passions irréflechies ; et son polissage se fait par le dhikr, le repentir et la demande du pardon à Dieu.

18 - Il efface les fautes et les élimine complètement. Il compte au nombre des plus grandes œuvres et celles-ci chassent inévitablement les mauvaises actions.

19 - Il détruit l'appréhension (al wahchat) qui sépare l'adorateur de son Seigneur. C'est qu'entre l'insouciant et Dieu, il y a une cloison (appréhension) qui ne peut être effacée que par le dhikr.

20 - Lorsque le serviteur fait la connaissance de Dieu à travers son dhikr pendant les jours heureux, il le connaîtra aussi pendant les jours sombres. En effet, lorsque le serviteur obéissant, qui invoque

Dieu, est gagné par l'adversité ou demande à Dieu de satisfaire un de ses besoins, les anges disent : " Ô Seigneur ! C'est une voix connue d'un serviteur connu " Par contre, quand l'insouciant appelle Dieu et lui demande quelque chose, les anges disent : " Ô Seigneur ! C'est une voix inconnue qui provient d'un serviteur inconnu. "

21 - Il sauve du châtement de Dieu, comme l'a indiqué Mu'adh (Radia Allah 'anh) : "Il n'y pas meilleur salut vis-à-vis du châtement de Dieu que le dhikr de Dieu." [Cité par Tirmidhi].

23 - Il occupe la langue, et de ce fait celle-ci ne commet pas de calomnie et médisance, ni de mensonge, ni turpitude ni de vaines choses. C'est que l'homme est obligé de parler. Donc s'il n'occupe pas sa langue à invoquer Dieu et à rappeler Ses prescriptions qu'il met en pratique, il lui donne toute la latitude pour verser dans le langage prohibé. En effet, celui qui habitude sa langue à invoquer Dieu, il la protège dès lors de ce qui est vain et des propos malsains. Par contre, celui dont la langue omet le dhikr, il se laisse aller à la malfaisance et à l'immoralité.

24 - Les assemblées du dhikr sont aussi celles des anges. Quant à celles des paroles oiseuses et de la dissipation d'esprit, elles relèvent du domaine des démons. Que le serviteur opte pour ce qui lui convient. Son choix l'accompagnera toute sa vie et ira avec lui dans la vie dernière.

25 - L'invocateur éprouvera du bonheur avec son dhikr. La même sensation sera ressentie par celui qui prendra place à ses côtés. C'est là l'homme béni, là où il se trouvera. Quant à l'insouciant, son absence d'esprit et ses paroles inutiles le rendront malheureux. Celui qui le côtoiera souffrira des mêmes effets.

26 - Le dhikr préserve le dhakir des regrets du jour du jugement. C'est parce que la participation à toute assemblée, où le Seigneur n'est pas invoqué, sera source de regret et de désolation dans le jour du jugement.

27 - Pour les larmes versées, (lors du dhikr) à l'abri de tous les regards, Dieu mettra son serviteur à l'ombre de Son Trône pendant la grosse chaleur du Jour de la résurrection.

28 - Se préoccuper du dhikr procure à l'évocateur une faveur de la part de Dieu, meilleure que celle qu'Il donne aux demandeurs. Selon Omar (Radia Allah 'anh), le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit : " Dieu dit : A celui qui est occupé par la lecture du Coran et par Mon dhikr, Je lui donne plus que ce que Je donne aux demandeurs. "

29 - Le dhikr est la plus facile des pratiques culturelles mais il compte au nombre des plus magnifiques et des plus profitables. C'est que le mouvement des lèvres est plus aisé que celui des membres.

30 - Il constitue la pépinière du Paradis. Tirmidhi a rapporté ce bon témoignage de 'Abd Allâh Ibn Mas'ûd (Radia Allah 'anh): "le prophète (Salla Allah 'alayhi wa Salam) a dit : " J'ai rencontré, au cours de mon ascension nocturne, Ibrâhîm al-khalîl qui m'a dit : " Ô Mohammad ! " Transmet mon Salam (mes salutations) à ta Communauté. Apprend-leurs que la terre du Paradis est pure (tayyibah), que son eau est d'une agréable saveur, qu'elle est formée de terrains encaissés et que les plantes de sa pépinière sont : Gloire à Dieu ! (subhana Allah) Louange à Dieu ! (alhamdou lillah) Il n'y a de dieu que Dieu (la ilaha illa allah) et Dieu est le plus grand (Allahuakbar). "

(A suivre...)

CONSTANTINE Un concours du meilleur travail

journalistique

Un concours du meilleur travail journalistique dans les diverses catégories de médias sera organisé à Constantine à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de presse (3 mai), a indiqué, lundi le président du bureau de wilaya du Conseil national des journalistes algériens (CNJA), Lokmane Kouadri.

Le thème du concours est réservé aux start-up et aux projets innovants dans un souci de mise en valeur de l'importance du rôle des médias dans la promotion et la diffusion de l'innovation au service de l'économie nationale, a souligné la même source.

Le concours ouvert aux journalistes des divers médias audiovisuels et radiophoniques ainsi que de la presse écrite et de la presse électronique vise à encourager les professionnels du secteur à se perfectionner, a-t-il souligné.

Les seules conditions requises sont que le travail soit authentique et avoir été publié par le média où travaille le journaliste durant la période du 3 mai 2022 au 30 avril de cette année, selon la même source qui a souligné que la date limite de réception des candidatures est le 30 avril courant.

L'annonce des noms des lauréats et leur distinction auront lieu en marge de la journée d'étude qui sera organisée à la maison de la culture Malek Heddad de Constantine le 4 mai prochain à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse.

Le bureau local du Conseil national des journalistes algériens œuvre à promouvoir et améliorer le travail des professionnels du secteur par l'organisation d'ateliers de formation, des journées d'étude et des séminaires et la conclusion de conventions avec les divers partenaires pour améliorer les conditions socioprofessionnelles du journaliste, a-t-il encore noté.

**L'exposition
Tajadith
(héritage
ancestral) du
jeune artiste
plasticien
Sofiane Ait
Ammar, qui fixe
en dessin
miniature
bichrome (noir
et blanc) la
beauté et la
richesse du
patrimoine
matériel et
immatériel
algérien, a été
inaugurée
lundi, à la
maison de la
culture
Mouloud
Mammeri de
Tizi-Ouzou.**

Abritée par la galerie d'art du théâtre de verdure "Mohia", l'exposition de l'enfant du village d'Ait Ali Ouharzoune (commune d'Iboudrarenne), organisée par la direction de la culture et des arts dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine (18 avril/18 mai), accorde la part belle aux "Thiliwa" (les sources).

VERNISSAGE DE L'EXPOSITION TAJADITH

Le patrimoine en miniature



Le projet de cette exposition a coulé de source, à partir des anciennes Thiliwa d'Ath Ali Ouharzoune. "J'ai une passion particulière pour les anciennes sources abandonnées que j'aime dessiner. Thiliwa sont des espaces qui occupent une place importante dans les villages", s'est confié à l'APS, Sofiane Ait Ammar.

L'artiste a commencé par dessiner toutes les sources de son village et c'est de là qu'a jailli l'idée du projet d'une exposition autour de Thiliwa en particulier et du patrimoine en général. Une exposition qui sera enrichie avec des dessins miniatures et aquarelles d'anciennes maisons et mosquées, qui sera intitulée "Tajadith".

Le choix du noir et blanc pour dessiner le patrimoine est dicté par la volonté de l'artiste de retransmettre le cachet ancien du modèle. "Pour le thème Thiliwa je préfère

me limiter au noir et blanc pour préserver et retransmettre l'aspect ancien des sources. C'est une sorte de voyage dans le temps pour aller à la redécouverte de ces espaces", a-t-il dit.

Sofiane Ait Ammar a saisi l'occasion pour déplorer la perte du cachet ancien et séculaire des vieilles sources lors de certains travaux de réhabilitation où de nouveaux matériaux industriels sont introduits, "défigurant" ainsi l'aspect naturel de Thiliwa anciennement construites en pierres dans leur forme naturelle.

Le visiteur de l'exposition du jeune artiste plasticien, sortant des ateliers d'art plastique de la maison de la culture Mouloud Mammeri, aura également à découvrir la casbah d'Alger et Djamaa Ketchaoua ainsi que des miniatures de jeux traditionnels qui meublaient jadis le temps libre des enfants de la

région, dont "Tchiw-Tchiw", ou le jeux billes.

En marge du vernissage, la directrice de la culture, Nabila Goumeziane, a observé que Tajadith "est une belle exposition qui retrace les souvenirs de l'artiste à travers des lieux et des monuments qui ont marqué son enfance, puisant l'inspiration de son village natal dans un style sobre et très expressif".

Mme Goumeziane a rappelé que cette exposition inaugure la célébration du mois du patrimoine placé cette année sous le thème "le patrimoine culturel algérien et ses prolongements africains".

D'autres activités sont prévues lors de cette manifestation, dont une exposition sur les savoirs-faire et les manuscrits, des conférences-débats et des ateliers, au chef-lieu de wilaya ainsi qu'à travers plusieurs localités.

BATAILLE DE DJEBEL KESSAL

Une épopée révolutionnaire de lutte contre le colonisateur français

La bataille de Djebel Kessal dans la wilaya d'El Bayadh reste le témoin d'une épopée révolutionnaire de lutte armée contre le colonisateur français et une des étapes importantes marquant les immenses sacrifices du peuple algérien pour le recouvrement de la souveraineté nationale. La bataille a été menée par deux bataillons de l'Armée de libération nationale (ALN), dirigés par les deux martyrs Didani Ahmed, appelé Lazreg, et Guettaf M'hamed, le 18 avril 1958, sur les hauteurs du mont Kessal, non loin des communes de Stitten et d'El Bayadh, qui se caractérise par la densité de sa végétation et ses sentiers accidentés, qui en ont fait une place fortifiée que les moudjahidine ont utilisée comme base pour lancer de nombreuses opérations contre l'armée coloniale française dans la région. La bataille est intervenue suite à l'attaque menée, le soir du 17 avril 1958, par le bataillon de Guettaf M'hamed contre l'armée coloniale dans le village de Stitten que la soldatesque coloniale barbare avait fait évacuer de ses habitants en juillet 1957, le déclarant zone interdite et placé ces derniers dans un camp de la zone "Mekther". Selon

la Direction des Moudjahidine et des Ayants droit, l'attaque avait fait 75 morts et plusieurs blessés parmi les soldats français, tandis que d'autres ont pris la fuite. Après cette attaque qui a vu la destruction de véhicules militaires ennemis, le bataillon a regagné le mont Kessal la nuit tombée, sans déplorer de perte parmi les moudjahidine. Les traces de balles de cette attaque sont toujours présentes dans la commune de Stitten et témoignent de cet événement historique. En représailles à cette opération réussie des moudjahidine, le colonisateur français a mobilisé un grand nombre de soldats et du matériel militaire, et assiégé de nuit Djebel Kessal. Vers six heures du matin, l'armée coloniale a commencé à bombarder les positions des moudjahidine de l'Armée de libération nationale avec des canons et des avions de combat. Les forces terrestres de l'armée coloniale ont commencé à se déplacer, mais les moudjahidine, en exécution des ordres de son commandement du jour, les ont laissées gravir la montagne et n'a répondu qu'après que les soldats français se soient retrouvés à un jet de pierre, leur faisant subir de lourdes pertes en vies huma-

nes, a-t-on relevé à la direction des Moudjahidine et Ayants droit. Les avions ont repris les bombardements, ciblant les positions des moudjahidine et la bataille s'est poursuivie ainsi toute la journée. Cette bataille héroïque, qui a duré plus de 13 heures et a été couverte, à l'époque, par plusieurs médias internationaux, 11 moudjahidine et héros de l'Armée de libération nationale ont tombés au champ d'honneur, dont neuf sont morts en martyrs au cours de la bataille et deux d'entre eux ont succombé plus tard à leurs graves blessures, a ajouté la même source. La bataille a également vu la mort d'environ 500 soldats français et de nombreux blessés, en plus d'avoir occasionné des dommages à plusieurs avions, qui ne se sont pas écrasés, et la destruction de véhicules militaires. Les bombardements aveugles de l'armée de l'air française ont également contribué à faire augmenter le nombre de morts parmi les soldats français dans cette bataille, selon la même source. Le colonisateur français a eu des réactions brutales et barbares, car le 19 avril, suite à cette bataille, une vaste opération de ratissage a été menée dans la région et ses environs,

mais sans parvenir à trouver les moudjahidine. C'est alors que les soldats français se sont vengés sur la population et les nomades, menant des raids dans les villages et procédant à des arrestations arbitraires de citoyens sans défense. Pour sa part, le professeur Abdelkader Boutadjine, chercheur en histoire de la région, a souligné que la bataille du mont Kessal est considérée comme l'une des batailles les plus féroces dans l'Ouest du pays, au cours de laquelle les moudjahidine ont remporté une grande victoire, malgré le manque d'armes par rapport au grand nombre de soldats ennemis et leur équipement lourd, mais la planification habile des chefs de cette bataille a permis d'infliger de lourdes pertes au colonisateur.

Au terme de la bataille, le colonisateur français a envoyé ses avions de guerre pour surveiller les moudjahidine et bombardé au napalm les montagnes de la région de "Tassina" (au sud de la wilaya d'El Bayadh), bombe incendiaire interdite dans le monde.

Les traces de cette arme monstrueuse sont encore visibles de nos jours dans cette région, a souligné Abdelkader Boutadjine.

SAHARA OCCIDENTAL

Ghali met en garde contre les politiques expansionnistes de l'occupant marocain

Le président sahraoui, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali a mis en garde contre les politiques expansionnistes hostiles menées par l'occupant marocain qui menacent la paix et la sécurité dans la région, soulignant la disposition permanente de la partie sahraouie à la coopération et à la coordination avec les pays voisins en vue de contrer ces risques et instaurer la paix et la stabilité dans la région.



Dans une allocution lors de l'assemblée constituante du Conseil consultatif, tenue samedi, le président Ghali a affirmé que l'Etat d'occupation marocain qui a "échoué à imposer la logique d'expansion et à légitimer l'occupation militaire de parties de la République sahraouie, et au regard de sa situation détériorée sur les plans politique, économique et sociale, a, vainement, recouru à des forces étrangères connues pour leur hostilité colonisatrice". Cette option, a-t-il dit, "contribue à l'exécution d'agendas étrangers dangereux, qui viennent s'ajouter à l'inondation de la région de drogues et autres et le soutien, l'encouragement des bandes criminelles organisées et les groupes terroristes et la menace de la paix et la stabilité dans la région". Dans ce cadre, Ghali a exprimé la "pleine" disposition de la partie sahraouie à coopérer avec les efforts de l'ONU en vue de résoudre le conflit "dans le respect du statut juridique de la cause sahraouie étant une question de décolonisation". Il a, dans ce sens, lancé un appel à la

communauté internationale et exhorté le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités et à s'acquitter de son rôle en termes d'application de la charte et des résolutions de l'ONU, en veillant à permettre à la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) d'exercer la mission qui lui est assignée dans les plus brefs délais, en vertu du plan de règlement ONU-Afrique 1991 "unique fondement du processus de paix au Sahara occidental approuvé et signé par les parties au conflit (front Polisario et Maroc) et adopté par le Conseil de sécurité". Le président sahraoui a souligné que l'ONU était "tenue de protéger les citoyens sahraouis dans les territoires occupés et leurs droits fondamentaux, et de cesser immédiatement toutes les formes d'exploitation illégale intensive des richesses naturelles sahraouies par l'Etat d'occupation

marocain", rappelant à l'UE les décisions de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) considérant le Sahara Occidental et le Royaume du Maroc "deux territoires distincts et séparés" et qu'il ne peut y avoir d'activité économique sans le consentement du peuple du Sahara occidental, seul souverain sur ses territoires, ou via son seul représentant légal, le front Polisario.

Ghali a souligné, en outre, que le peuple sahraoui "ne renoncera pas à sa lutte pour la libération et suivra la voie des martyrs par tous les moyens légaux, en premier lieu la lutte armée". Le peuple sahraoui, qui "s'apprête à célébrer le 50e anniversaire de la création de son organisation avant-gardiste, le Front pour la libération de la Saguia el-Hamra et du Rio de Oro (Front Polisario), et le déclenchement de la lutte armée pour la liberté et l'indépendance, assure au monde entier qu'il ne

renoncera pas à sa lutte de libération nationale et qu'il avancera, fidèle au serment des martyrs, par tous les moyens légitimes, dont la lutte armée, en tant que droit garanti par les Nations Unies aux peuples colonisés, jusqu'au recouvrement de la souveraineté de la République sahraouie sur l'ensemble de son territoire national", a assuré le président Ghali. Dans ce contexte, le président sahraoui a souligné que le Front Polisario "réitère son engagement ferme et son attachement à l'objectif suprême qui concrétise la volonté de tous les Sahraouis, à savoir permettre au peuple sahraoui l'exercice de son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination et à l'indépendance, à l'instar de tous les peuples et pays colonisés". La question sahraouie "connaît des développements très importants, notamment après la violation de l'accord de cessez-le-feu par l'Etat d'occupation marocain, et que la partie sahraouie a été contrainte de reprendre l'action armée", a ajouté le président sahraoui, soulignant que le 16e congrès du Front "a été stricte dans les méthodes de prise en charge des exigences de la conjoncture, insistant sur la mobilisation de toutes les forces nationales pour intensifier la bataille de libération sur tous les fronts, notamment le front de la lutte armée".

L'ARMÉE SAHRAOUIE DÉTRUIT 800 KG DE DROGUE EN PROVENANCE DU MAROC

Des unités de l'armée sahraouie spécialisées dans la lutte contre le crime organisé ont détruit 800 kg de drogue en provenance du Maroc qui avaient été saisies par des militaires. Les médias sahraouis ont indiqué que l'opération de destruction s'inscrivait dans le cadre des efforts déployés par les unités de l'armée sahraouie pour protéger

les territoires libérés du Sahara occidental et lutter contre le crime organisé sous ses diverses formes. Dans une déclaration aux médias, le commandant de l'unité de la police militaire, Cheikh Al-Bachir Abderrahmane, a expliqué que "dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé sous toutes ses formes, la quantité (de drogue) a été saisie à bord d'une voiture en provenance du mur de sable", séparant les territoires libérés des territoires occupés du Sahara occidental. Cheikh Al-Bachir Abderrahmane a ajouté que la République sahraouie, en coopération avec les pays voisins, met tout en œuvre pour lutter contre la drogue et le crime organisé, afin de préserver la vie des peuples et la stabilité des pays de la région et du monde. Il a, en outre, souligné que "la cause du peuple sahraoui, dont la seule préoccupation est de défendre ses droits légitimes, était juste et jouit du respect de tous à travers le monde", notant que "l'ONU doit assumer pleinement ses responsabilités quant à la mise en œuvre de la légitimité internationale".

La reprise de la guerre, le long du mur de séparation, n'a pas empêché le Makhzen de poursuivre sa politique consistant à inonder la région avec la drogue et à menacer sa sécurité, car elle constitue le moyen le plus lucratif pour financer la boîte noire du Trésor marocain et ses services de renseignement.

A noter également que de nombreux rapports internationaux et organisations spécialisées indiquent que le Royaume du Maroc est considéré comme l'un des plus grands producteurs et exportateurs de drogue au monde, un commerce qui contribue au financement du crime et déstabilise des pays dans toutes les régions du monde.

MAROCGATE

Les lobbyistes marocains interdits d'accès à l'enceinte du Parlement européen

Les eurodéputés ont adopté lors d'une réunion à huis clos au Parlement européen, un nouvel ensemble de lignes directrices visant à interdire l'accès des lobbyistes marocains à l'enceinte de l'institution continentale, secouée depuis plusieurs mois par un vaste scandale de corruption dans lequel le Maroc est notamment embourbé, ont rapporté dimanche des médias. Selon le média américain Politico, le document de quatre pages, marqué du sceau "Pour usage interne uniquement", indique que les lobbyistes marocains qui se sont enregistrés dans le registre de transparence sont interdits de l'enceinte du Parlement "par mesure de précaution à la lumière des procédures en cours". Il souligne également que les députés européens ne seront pas autorisés à effectuer des voyages officiels au Maroc tant que l'enquête criminelle se poursuivra. Par ailleurs, les eurodéputés et membres du personnel sont priés de demander l'autorisation du

Parlement européen pour inviter les diplomates des pays dans les locaux, et les législateurs doivent également informer la présidente du Parlement, Roberta Metsola, chaque fois qu'ils les rencontrent. Les lignes directrices sont principalement conçues pour clarifier la situation des députés européens et donner à Metsola et aux hauts fonctionnaires un meilleur contrôle sur qui rencontre qui, dans le cadre d'une enquête pénale en cours en Belgique concernant les pots-de-vin du Maroc aux eurodéputés.

Leur adoption fait suite à des appels lancés en décembre 2022 et février 2023 par une majorité d'eurodéputés visant à exclure les lobbyistes marocains du Parlement européen. "Cela conduira très probablement à une situation où ces règles seront officialisées à l'avenir", a déclaré un responsable du Parlement européen s'exprimant sous le couvert de l'anonymat. "Nous devons savoir qui ils rencontrent et pourquoi ils se rencontrent.

Je pense que tout le monde comprend que cela ne peut pas être comme avant", a-t-il ajouté. Pour rappel, dans le cadre de l'affaire de corruption ayant éclaboussé le Parlement européen, les enquêteurs belges ont mis la main sur 1,5 million d'euros en liquide, saisis aux domiciles de Pier Antonio Panzeri, ancien eurodéputé socialiste devenu dirigeant d'ONG et qui fait figure de personnage central dans cette histoire, et de l'eurodéputée socialiste grecque Eva Kaili, ainsi que dans une valise transportée par le père de celle-ci.

Comme Panzeri, Mme Kaili a déjà été écartée, de même que son compagnon, l'Italien Francesco Giorgi, assistant parlementaire, un autre Italien, Niccolò Figatolama, responsable d'ONG et le Belge Marc Tarabella. Ils sont inculpés d'"appartenance à une organisation criminelle", "blanchiment d'argent" et "corruption". Francesco Giorgi aurait notamment expliqué aux juges que l'eurodéputé Andrea Cozzolino était impliqué dans

cette affaire et a eu des contacts avec l'ambassadeur du Maroc à Varsovie, Abderrahim Atmoun, grâce à Panzeri, qui était le président de la commission Maghreb et qui avait ensuite passé le relais à Cozzolino. Acculé, Andrea Cozzolino a fini par démissionner de la commission parlementaire spéciale sur le programme Pegasus (logiciel espion utilisé notamment par le Maroc) et de la commission parlementaire mixte Maroc-Union européenne. Dans la foulée des événements, l'eurodéputé italien a demandé à la commission du développement régional du Parlement européen de retirer une série de ses amendements, dont deux concernaient le Maroc.

Cozzolino a été suspendu le 16 décembre du registre des membres et électeurs du Parti démocrate ainsi que de tous les postes au sein du parti après que son nom ait figuré dans l'enquête de la justice belge.

1^{ère} partie

LE DOLLAR AMÉRICAIN

Les raisons cachées de la guerre en Ukraine



Par : Oleg Nesterenko :
Président du Centre de
Commerce & d'Industrie
Européen

Il est facile et particulièrement commode pour les représentants de la société occidentale de se rassembler derrière les narratifs de l'OTAN sur les raisons du conflit armé en Ukraine et de ne pas se mettre dans l'inconfort du doute et de la remise en question des postulats préétablis et dominant l'opinion public.

Pourtant, la sortie de cette zone de confort intellectuel qui n'est, en réalité, psychologiquement, qu'une zone de peur, est un exercice incontournable pour tous ceux qui privilégient la recherche de la vérité, qui, parfois, peut être bien différente des narratifs préétablis. Dans cette analyse je n'entrerai pas dans les éléments historiques de chacun des belligérants, certes importants, qui ont mené vers la confrontation dans laquelle le monde se retrouve aujourd'hui, mais je parlerai du rôle réel sous-jacent et majeur de l'acteur-clé dans ce conflit : les Etats-Unis d'Amérique. L'histoire nous démontre que, malgré les apparences, aucune guerre du passé n'a jamais eu une seule raison pour être déclenchée. Chaque conflit majeur est basé sur un projet constitué de toute une multitude de raisons et de sous-objectifs à attendre dans le cadre d'un grand but ultime qui dépasse grandement, en général, le cadre de la guerre elle-même. Les raisons-déclencheurs annoncées par les parties en confrontation ne sont que le reflet du point culminant, du haut de l'iceberg des divergences



profondes qui, non seulement, ne peuvent plus être résolues par la voie diplomatique, mais, même au contraire, une solution diplomatique serait un obstacle à la réalisation des objectifs préétablis et soigneusement dissimulés.

L'INSTAURATION DES DÉMOCRATIES

En terme général, les Etats-Unis d'Amérique et, auxiliairement, le monde dit occidental affirment que les conflits armés menés directement ou "orchestrés" par le monde de leur initiative ont pour raison l'instauration des états de droit, des libertés individuelles et collectives et de la lumière de la démocratie sur les territoires visés par la lutte face à la tyrannie, la dictature et la barbarie sanguinaires qui y résident. En analysant l'intégralité de plus de cinquante guerres et interventions armées menées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, directement ou indirectement, par le bras armé des USA et/ou par procuration, via les pays satellites, et en analysant les résultats ultimes des hostilités on ne peut que faire un constat majeur :

soit les Etats-Unis d'Amérique sont incroyablement mauvais dans la réalisation de leurs objectifs préétablis, car ils ne sont jamais atteints - pas une seule fois; soit, et pour être plus sérieux, les véritables raisons de la mise à feu et en cendres de parties du monde d'une manière discontinue ne sont pas tout à fait, ou, pour être plus précis, n'ont rien à avoir avec celles affichées.

Nul doute sur l'objectivité de ce constat, car il y a beaucoup trop de précédents de "réalisations", dont on connaît les résultats finaux. En mentionnant que

les majeurs parmi elles, on peut citer les guerres en Corée et en Chine, au Guatemala, au Vietnam et au Cambodge, en Irak, en Bosnie et en Serbie, en Afghanistan, en Libye et en Syrie. Sans parler de tant d'autres interventions américaines dans l'histoire contemporaine, y compris avec des bombardements directs de civils, comme à Cuba, au Congo, au Laos, à Grenade, au Liban, au Salvador, au Nicaragua, en Iran, au Panama, au Koweït, en Somalie, au Soudan, au Yémen et au Pakistan. Et même cette liste n'est nullement exhaustive, car elle ne prend pas en compte tant d'opérations confidentielles menées de par le monde dans le but de "l'instauration des valeurs démocratiques et des droits de l'homme". L'observation de l'état général acquis par les sociétés visées, de leur qualité de vie avant et après les processus subis de la "démocratisation" ne peut laisser le spectateur que très perplexe.

LA SURVIE DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

En ne négligeant pas le fait que le peuple américain est un peuple fort sympathique et parfaitement amical en soi - ce qui ne peut nullement être nié par tous ceux qui ont eu l'expérience de relations et d'échange interpersonnel avec ses représentants et dont, pour ma part, j'ai la chance et l'honneur de côtoyer plus d'un de grand valeur humaine et vers qui j'éprouve de l'amitié et du respect profond - on ne peut, néanmoins, nier le fait que la liberté de pensée du peuple américain, dans sa majorité, est profondément soumise à la puissance de la propagande étatique, exercée depuis tant de décennies, via quasi l'intégralité des canaux de

communication qui sont directement contrôlés par "l'état profond" américain et ses lobbies qui poursuivent les objectifs qui leur sont propres et ceci au nom de la nation américaine. Les raisons tellement nobles des interventions armées des USA dans le monde, affichées auprès de la population américaine ne diffèrent, d'ailleurs, guère de celles affichées sur la scène internationale. Comme le disait en 1981 l'ancien directeur de la CIA William Casey : "Notre programme de désinformation aura atteint son but lorsque tout ce que le public américain croira sera faux". Contrairement à des narratifs développés par les antagonistes des Etats-Unis, pour cet "état profond" américain les véritables raisons des massacres répétés à grande échelle - il est difficile de nommer autrement le mode opératoire qui leur est propre - n'ont pas pour objectif ultime et fondamental la domination du monde, proprement dit. Cette qualification n'est pas tout à fait précise. L'objectif final visé est bien plus pragmatique : la survie des Etats-Unis d'Amérique. Non pas la survie toute courte, en tant qu'une entité étatique, mais la survie des constructions permettant de réaliser des superprofits à des élites, d'une part, et, d'autre part, la survie de la mode et du niveau de vie acquis par le pays depuis la fin de la Grande dépression qui est arrivée à terme avec le déclenchement de la seconde guerre mondiale et la relance de l'économie américaine par l'industrie de guerre. Cette survie n'est, tout simplement, pas envisageable sans la domination militaro-économique, ou, pour être plus précis, militaro-monnaire du monde. Et ce n'est nullement un hasard de l'histoire que le budget de guerre, dit de défense des

Etats-Unis à lui seul est supérieur à 1/3 des dépenses mondiales dédiées à la défense - l'élément crucial dans le maintien de la domination monétaire à l'échelle mondiale. Le concept de la survie par la domination mondiale a été clairement formulé à la fin de la guerre froide par Paul Wolfowitz, le sous-secrétaire américain à la Défense dans sa doctrine dit "de Wolfowitz" - qui considérait les USA comme la seule superpuissance restante au monde et dont l'objectif principal est de conserver ce statut : "empêcher la réémergence d'un nouveau rival, soit sur le territoire de l'ex-Union Soviétique, soit ailleurs, qui représente une menace de l'ordre de celle posée autrefois par l'Union Soviétique".

LES PRINCIPAUX PILIERS-ORTEURS SOUS-JACENTS DE LA GUERRE EN UKRAINE

En mettant de côté les nobles narratifs adressés à la sensibilité psychologique des masses qui doivent exécuter le rôle qui leur est prescrit - l'approbation - voyons les réelles raisons, les principaux piliers-porteurs sous-jacents de la nouvelle guerre dans le cadre global de la survie des Etats-Unis d'Amérique - de la guerre en Ukraine.

Ses piliers-porteurs sont interdépendants et sont en nombre de trois :

le maintien de la domination mondiale par le système monétaire américain,

l'affaiblissement de l'économie de l'Union Européenne par le biais de la détérioration maximale des relations entre la Russie et l'Union Européenne et l'affaiblissement significatif de la position de la Russie dans le cadre du futur conflit face à la Chine.

Suite en page 9

Suite de la page 8

Tout autre élément de la guerre actuelle en Ukraine du côté américain, comme le lobbying de l'industrie de l'armement américain, la récupération des marchés énergétiques, la protection des importants acquis économiques américains sur le sol ukrainien, les schémas de corruption, le revanchisme personnel des "élites" américaines russophobes issues de l'immigration de l'Europe de l'Est et tant d'autres - ne sont que les compléments, les dérivés secondaires et les conséquences des trois raisons clés énumérées.

Le premier des trois piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine est le maintien de la domination mondiale par le système monétaire américain.

Cette domination repose sur plusieurs éléments, dont les principaux sont l'extraterritorialité du droit américain, les bons du Trésor américain et le Pétrodollar. Il est totalement impossible ni de connaître, ni de comprendre les véritables raisons non seulement de la guerre en Ukraine, mais de la quasi-intégralité des guerres orchestrées ou menées directement pas les Etats-Unis d'Amérique, sans une vision précise des éléments mentionnés. Voyons-les donc en détail.

LE DOLLAR ET L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN COMME UNE ARME DE GUERRE ÉCONOMIQUE

Le concept de l'extraterritorialité du droit américain est l'application du droit américain en dehors des frontières des USA, ce qui permet à des juges américains d'engager des poursuites judiciaires pour des faits qui ont eu lieu dans n'importe quel point dans le monde.

L'élément principal qui est utilisé comme prétexte aux engagements des poursuites est le fait de l'utilisation du dollar américain dans des transactions. Ainsi, les mécanismes juridiques de l'extraterritorialité du droit américain procurent aux entreprises américaines un avantage concurrentiel majeur et totalement illégal, selon le droit international des affaires, mais bien légal selon le droit américain. Car, l'extraterritorialité du droit oblige les entreprises étrangères utilisant dans leurs transactions le dollar américain à se conformer aux standards américains, à se soumettre à la surveillance et au contrôle de l'état américain - ce qui rend possible l'espionnage "légalisé" de leur savoir-faire et de mener des actions d'entrave au développement des concurrents des entreprises américaines. Dans les procédures de poursuite par le Département de Justice américain, les entreprises étrangères sont soumises à l'obligation de la régularisation de leur situation par l'acceptation d'une surveillance durant plusieurs années d'affilée, dans le cadre d'un "programme de conformité". En outre, en mettant artificiellement les entreprises étrangères, qui intéressent les groupes américains, en danger de paiement de très grosses amendes - on les mets en position de ne pas être hostile au rachat par les américains, afin de les éviter.

Afin d'asseoir sa domination mondiale, un nombre incalculable de poursuites est lancé sans



aucun véritable fondement, dont le réel but est l'accès à l'information des concurrents et l'ingérence économique.

LES BONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN ET LES PÉTRODOLLARS

Dans la comptabilité il existe un terme comme les créances douteuses. Les bons du Trésor américain sont des titres obligataires qui s'achètent et se remboursent en dollars américains et qui sont, factuellement, les créances douteuses.

POURQUOI ?

Aujourd'hui, la dette de l'état américain a dépassé les 31.000 milliards USD et continue à s'accroître au quotidien à la hauteur de plusieurs milliards par jour. Ce chiffre dépasse largement celui du PIB annuel des USA et fait de la quasi-globalité des bons émis par le Trésor américain les titres à la solvabilité et valeur plus que douteuses, car remboursables par la monnaie nationale, dont pour la majorité émise il n'y a rien derrière. Rien de tangible. Sa solvabilité n'est garantie que par l'émission monétaire et la confiance accordée au dollar américain qui se base non pas sur sa valeur réelle, mais sur la domination militaire du monde par les USA.

ET LA RUSSIE AVEC L'UKRAINE DANS TOUT CELA ?

Depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, la Fédération de Russie a commencé le processus progressif de séparation des bons du Trésor américain. Depuis le 2014, le début du conflit instauré par les USA en Ukraine par le coup d'état, la Russie s'est débarrassée de la quasi-intégralité de la dette américaine. Si en 2010 la Russie faisait partie des dix plus gros détenteurs de bons du Trésor américain, avec plus de 176 milliards USD, en 2015 elle en a détenu qu'à la hauteur d'environ 90 milliards, soit sa masse totale pratiquement divisée par deux en 5 ans. Aujourd'hui, la Russie ne détient que 2 milliards de cette dette, ce qui est une quantité dérisoire.

En tandem avec la Russie, la Chine de même, se débarrasse progressivement de ce dangereux débiteur. Si en 2015 elle a détenu des bons outre-Atlantique

pour plus de 1270 milliards USD, aujourd'hui, c'est à la hauteur inférieure de 970 milliards, soit une baisse de 1/4 en 7 ans. Aujourd'hui, la quantité de dette américaine détenue par la Chine est au plus bas depuis 12 ans.

Parallèlement au débarras des bons du Trésor américain, la Fédération de Russie a déclenché le processus progressif de la libération du monde du système des pétrodollars. Une spirale vicieuse est déclenchée : l'ébranlement du système des pétrodollars porterait un coup significatif au marché des bons du Trésor américain. En effet, la baisse de la demande du dollar sur la scène internationale enclencherait automatiquement une dévaluation de la monnaie et, de fait, la baisse de la demande de bons du Trésor qui mènera, mécaniquement, à une augmentation de leur taux d'intérêt, en rendant tout simplement impossible le financement de la dette publique américaine au niveau que l'on connaît aujourd'hui. Les détracteurs du postulat que la chute du dollar contre bon nombre de devises causera de très importants dommages à l'économie américaine stipulent qu'un dollar plus faible mènera vers une augmentation significative des exportations américaines, fera profiter les fabricants américains et, de fait, diminuera le déficit commercial des ?tats-Unis. S'ils ont tout-à-fait raison sur l'effet bénéfique de la dévaluation du dollar vis-à-vis des exportations américaines - ils ont parfaitement tort sur l'effet final inévitablement dévastateur sur l'économie américaine, car ils ne prennent pas en compte l'élément majeur :

les USA sont un pays qui se trouve depuis des décennies sur la voie de la désindustrialisation et l'effet positif sur les exportations ne sera que relativement négligeable face au déficit commercial gigantesque. Le déficit qui a déjà atteint en 2021 le niveau record de l'histoire des Etats-Unis et qu'avec une dévaluation du dollar, et donc l'augmentation du coût des importations à tous les niveaux, aura un effet destructeur. Ainsi, régler le compte des deux fautifs de la situation - de la Russie et de la Chine - est donc l'élément clé dans la stratégie de survie des Etats-Unis d'Amérique.

LES PÉTRODOLLARS

Avec l'effondrement, en 1971, des accords de Bretton Woods qui ont perduré depuis 1944, la dépendance mondiale vis-à-vis du dollar américain a commencé à diminuer très dangereusement pour l'économie des Etats-Unis et il leur fallait trouver un autre moyen pour augmenter la demande de la monnaie nationale. Et c'est en 1979 que le "pétrodollar" est né dans le cadre de l'accord américano-saoudien de la coopération économique : "pétrole contre dollars". Dans le cadre de cet accord l'Arabie Saoudite a pris des obligations de vendre son pétrole au reste du monde uniquement en dollar américain, ainsi que réinvestir ses réserves excédentaires en dollars dans des bons du Trésor américain et des entreprises américaines. En contrepartie, les Etats-Unis ont pris des obligations militaires de garantir la sécurité de l'Arabie Saoudite.

Par la suite, cet accord "pétrole contre dollars" a été étendu à d'autres pays de l'OPEP et ceci est, d'ailleurs, sans aucune contrepartie de la part des américains, et a mené vers une émission exponentielle du billet vert. Progressivement, le dollar américain est devenu la monnaie d'échange de référence pour d'autres matières premières et, de ce fait, la monnaie de réserve mondiale - ce qui a procuré aux Etats-Unis une suprématie sans égale et des privilèges exorbitants.

Aujourd'hui, on observe une rupture stratégique entre les USA et l'Arabie Saoudite qui est due à plusieurs facteurs majeurs. On peut citer une très importante réduction des importations de pétrole brut par les USA, dont l'Arabie était le plus grand fournisseur ; le retrait du soutien américain à l'Arabie Saoudite dans la guerre du Yémen et l'intention du président américain Joe Biden de sauver l'accord nucléaire avec les mollahs chiites d'Iran - ennemi juré des saoudites sunnites. Le Royaume a très mal vécu cette triple "trahison" des américains. Le grand désaccord entre les deux pays est arrivé au point culminant avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, quand le pouvoir saoudite été mis devant un choix existentiel : continuer à évoluer dans le sciage des USA ou

rejoindre le camp de leurs adversaires majeurs qui sont la Chine et la Russie. C'est la seconde solution qui a été retenue.

Face à l'Amérique qui a négligé les intérêts stratégiques des saoudites, la Chine, tout au contraire, n'a fait que croître sa coopération avec l'Arabie Saoudite. Et cette relation bilatérale ne se limite pas qu'au secteur des énergies fossiles, mais s'élargit grandement dans le domaine des infrastructures, de commerce et d'investissement. Non seulement les importants investissements chinois en Arabie sont en croissance constante et la Chine rachète aujourd'hui près d'un quart des exportations mondiales de pétrole du Royaume, mais, en contrepartie, le Fonds Souverain du Royaume envisage de commencer à réaliser d'importants investissements dans des entreprises chinoises de secteurs stratégiques. Parallèlement, un accord de coopération militaire entre le Royaume saoudien et la Fédération de Russie a été signé au mois d'août 2021. De même qu'entre la Russie et la Chine, l'Arabie Saoudite a pris le chemin de la dédollarisation des échanges et des investissements dans ses relations avec les Chinois. Les actions conjointes et synchronisées de la Russie, de la Chine et des pays de l'OPEP sur le chemin de la dédollarisation progressive ont pris de l'ampleur avec le déclenchement de la guerre en Ukraine qui a fait sauter les masques et auront, à terme, un effet d'avalanche quasi inévitable vis-à-vis de la domination monétaire américaine, car les banques centrales de nombreux pays sont incitées à repenser la logique de l'accumulation de réserves, ainsi que du bien-fondé d'investissement dans des obligations du Trésor américain.

DÉCLARATION DE GUERRE

La guerre sur le territoire de l'Ukraine contre la Russie et la future guerre imminente qui se prépare dans l'Asie Pacifique contre la Chine ne sont rien d'autre qu'une partie de la réaction des USA qui considèrent l'action de la Russie et de la Chine contre la domination mondiale de la monnaie américaine comme une véritable déclaration de guerre.

A suivre

“L'ALGÉRIE AUJOURD'HUI”

DE LA ZLABIA PRÉPARÉE DANS DES TOILETTES, DES CAFARDS DANS DU PAIN

Ces images choquantes de produits destinés à la consommation

Des insalubrités qui donnent des haut-le-cœur sont découvertes dans les commerces.

Durant ce mois sacré. En effet, les opérations de contrôle effectuées dans plusieurs régions du pays révèlent des pratiques frauduleuses qui mettent en péril la santé publique. Des propriétaires d'atelier sans scrupules se permettent de commercialiser Des produits alimentaires préparés dans des conditions d'hygiène déplorables. A Oran, une découverte répugnante, voire choquante a été faite par les agents de Contrôle. De grandes quantités de confiseries orientales, à savoir la zlabia, destinées à la Consommation ainsi que des produits utilisés dans la préparation de celles-ci ont été Détruites. Les photos prises de l'intérieur de ce local clandestin montrent des ustensiles, des Plans de travail et des marmites crasseuses. Pis encore, des bassins utilisés dans la préparation de ces sucreries posées dans les toilettes. Du miel a été trouvé à l'intérieur de " conteneurs en fer " destinés à stocker Divers



engrais chimiques et autres substances dangereuses inconnues. Des images venant de Boufarik ne sont pas moins choquantes. Ici, les agents de Contrôle ont également dû détruire une quantité de produits. Il s'agit d'un miel impropre A la consommation contenant des cafards. Ce n'est pas tout, l'huile utilisée était également Impropre. " Elle a pris une couleur rouge, il faut la changer ", avait dit un agent de contrôle

au commerçant en ajoutant : " Nous allons la détruire. " La situation est aussi inquiétante à Alger. Selon le président de l'Association des consommateurs Himayatouk, un commerçant " activant hors la loi vendait du pain infecte ". " A Alger, un commerçant ayant changé d'activité vendait du pain avec des Cafards ", nous a confié le président de l'association Mohamed Aissaoui, qui appelle au " retrait du registre du com-

merce ". Dans ce sens, le président de l'association contacté par l'Algérie Aujourd'hui a plaidé Pour une formation justifiée par le commerçant dans l'activité qu'il envisage de lancer. " Les Commerçants doivent faire une formation préalable avant l'obtention du registre de commerce ", a précisé M. Aissaoui, qui ajoute que cette proposition a été faite par son association au ministère du Commerce.

SPUTNIK

Cette soupe algérienne entre dans le top-100 mondial

Une recette algérienne fait partie des plus appréciées par le célèbre guide de voyage TasteAtlas. La chorba beida a été donc incluse dans son top-100 regroupant les " meilleures soupes du monde ". La chorba beida a permis à la cuisine algérienne de briller à l'échelle internationale. Ce plat, traditionnellement préparé pendant le mois de Ramadan, a fait partie d'un classement des meilleures soupes. Il s'agit du top-100 recensé par le célèbre

guide de voyage TasteAtlas. C'est à la 32e position que s'est placée la chorba beida dans ce palmarès, avec une note de 4,5 sur 5. Simple à préparer, la soupe représente toutefois une combinaison parfaite de saveurs et parfums de la cuisine algérienne. Riche et nourrissante, elle est préparée à base de poulet, avec de l'oignon, des carottes, du céleri, de l'ail, du beurre, de cannelle, de pois chiche et de divers assaisonnements.

À QUI REVIENT LA PALME ?

C'est la soupe japonaise Tonkotsu ramen qui détient la première place de ce classement spécialisé. Son bouillon à base de porc est onctueux, on y rajoute des nouilles fraîches et des œufs à la coque fondants.

La deuxième place a été décrochée par la soupe traditionnelle polonaise Surek, qui se prépare à base de " sur " (levain de farine de seigle).

TSA

ZAKAT AL FITR EN ESPÈCES OU EN NATURE ?

Vive polémique en Algérie

La polémique de la fin du Ramadan en Algérie porte sur la zakat al fitr, l'aumône que tout musulman doit donner aux nécessiteux à l'occasion de la fête religieuse qui marque la fin du mois de jeûne. Les réseaux s'enflamment depuis quelques jours autour du timing et de la manière d'observer cette obligation religieuse. Les adeptes d'un islam modéré font face au courant rigoriste qui prône un suivi à la lettre des préceptes du prophète de l'Islam. La société algérienne semble aussi divisée à en juger par la teneur des commentaires et avis des internautes. Dans la tradition musulmane, il est connu que le Prophète a ordonné de sortir

cette aumône, deux mesures d'orge ou de dattes, à l'aube du jour de l'Aïd-al-fitr, avant la prière. Elle est imposée à tout musulman qui possède plus de sa ration journalière, même aux nouveaux nés. La quantité que doit sortir chaque famille dépend donc du nombre de membres qui la composent. Les Algériens ont pris l'habitude de donner aux pauvres l'équivalent en argent de deux mesures de semoule. Le montant par individu est d'ailleurs fixé chaque année par le ministère des Affaires religieuses. Cette année, la zakat est fixée à 120 dinars par membre de la famille, soit à peu près l'équivalent de deux kilogrammes d'orge ou de semoule. Cela n'a jamais posé

problème, jusqu'à ces dernières décennies qui ont vu l'émergence de courants rigoristes et extrémistes. Ce sont ces derniers qui font campagne sur les réseaux sociaux pour un suivi à la lettre de la Sunna. À la lettre, dans ce cas de figure, signifie que la zakat doit être donnée en orge, comme le faisait et comme l'a dit le Prophète. Les hadiths authentiques soutenant cet avis sont largement partagés. Des fetwas prêtées à Cheikh Ferkous, leader du courant salafiste rigoriste en Algérie, sont reprises comme des injonctions desquelles il ne faudra pas s'écarter. Une liste de produits " conformes ", avec leur mesure, est même établie (orge, semoule, farine, couscous...).

Un commerçant a même fait le buzz en inventant un emballage spécial zakat. Il a emballé ses produits (céréales et légumes secs) dans des petits sachets contenant l'équivalent en valeur de la mesure en orge édictée par le Prophète. Sauf que, une telle manière d'appliquer le précepte de la religion ne passe pas chez beaucoup d'Algériens qui, il faut le dire, ne manquent pas d'arguments rationnels, pratiques et même religieux pour contester la vision du courant rigoriste. On peut lire dans les commentaires qu'à l'époque du Prophète, c'est-à-dire au 7e siècle, la monnaie existait certes, mais c'est le troc qui était largement pratiqué.

CRÉSUS

ASSURANCE ISLAMIQUE :

De nouveaux produits sur le marché

Le DG de la compagnie El-Djazaïr El-Moutahida Family Takaful, Chakib El Kacimi El Hassani a annoncé de nouveaux produits d'assurance islamique destinés aux particuliers et aux entreprises à partir du début du 2e semestre 2023... El Kacimi El Hassani a affirmé que cette compagnie qui dispose actuellement d'un seul produit, consistant en l'assurance sur les financements relevant de la finance islamique, "entend proposer à partir du début du 2e semestre 2023 d'autres produits liés à la santé, aux voyages, aux accidents et à l'assurance des employés des entreprises". Il a ajouté que la compagnie aura à proposer une gamme de produits similaire à celle proposée dans l'assurance conventionnelle mais selon la formule islamique. Un travail est en cours pour enrichir l'offre de la compagnie et la diversifier, la compagnie étant appelée à proposer des produits développés adaptés aux nouvelles demandes des clients, ainsi qu'à l'évolution du marché, a-t-il assuré. "Tous les produits proposés seront validés par la Commission de supervision charaïque relevant de la compagnie, garant de la certification de la conformité des contrats, des produits, des documents, des produits de gestion, et du mode de tarification selon la charia ainsi que par l'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique chargée de délivrer les certificats de conformité pour la commercialisation des produits de la finance islamique", a expliqué le DG de cette compagnie d'assurance. El-Djazaïr El-Moutahida Family Takaful, est l'une des deux compagnies spécialisées dans ce type d'assurance, en plus d'El-Djazaïr Takaful créées en 2022 après la promulgation des textes juridiques encadrant cette activité en 2021. Elle active notamment en matière de Takaful familial, alors que la compagnie El-Djazaïr Takaful se spécialise dans l'assurance générale. Dix (10) actionnaires ont des participations dans cette entreprise qui est le fruit de l'union de six banques et quatre sociétés d'assurance du secteur public. C'est la première entreprise en son genre, a expliqué le responsable. Depuis son lancement, l'entreprise a signé plusieurs conventions avec cinq banques publiques pour assurer des financements de la finance islamique "alors que d'autres conventions seront très bientôt signées", a révélé Kacimi El-Hassani. El-Djazaïr El-Moutahida Takaful compte bénéficiaire du réseau des banques publiques qui offrent un total de 1.200 agences et près de 500 guichets de la finance islamique en vue de commercialiser ses produits, ainsi que les intermédiaires de l'assurance, a fait savoir Kacimi El-Hassani formulant le vœu de voir l'assurance Takaful obtenir la confiance des consommateurs au même titre que la finance islamique. L'entreprise œuvre à généraliser l'assurance Takaful à l'ensemble des types de finance islamique pour remplacer graduellement l'assurance conventionnelle. Concernant la liste des prix des souscriptions, le responsable a assuré "qu'elles sont bien étudiées et conçues pour ne pas être un obstacle à la généralisation de l'assurance Takaful, ajoutant qu'elles "sont équilibrées et capable de drainer des clients d'une part, et préserver les équilibres financiers de l'entreprise, d'autre part".

CONFLIT UKRAINIEN

Poutine se rend à Dniepr, dans la région de Kherson

Le Président russe s'est rendu hier dans la région de Kherson pour rencontrer les militaires déployés là-bas dans le cadre de l'opération russe. Il a visité l'état-major du groupement militaire "Dniepr". "Le commandant suprême des forces armées de la Fédération de Russie s'est rendu à l'état-major du groupement militaire 'Dniepr'" dans la région de Kherson, a indiqué le Kremlin dans un communiqué. Lors d'une réunion, le Président a demandé aux militaires d'exprimer leur opinion sur la situation sur les axes de Kherson et de Zaporoujé et d'échanger des informations. Le chef de l'état a également visité l'état-major de la Garde nationale "Vostok" en République populaire de Lougansk. Il a écouté des rapports des militaires de haut rang sur la situation sur cet axe. Poutine a également félicité les militaires à l'occasion des fêtes de Pâques et leur a offert des icônes.



quelqu'un tue Poutine", a ainsi titré le journal allemand. Une formulation pour le moins polémique, qui a provoqué la réaction immédiate de l'ambassadeur russe en Allemagne, Sergueï Netchaïev. Le diplomate a déploré que les médias occidentaux versent dans une telle hystérie antirusse, jusqu'à appeler purement et simplement au meurtre d'un chef d'Etat. "Die Welt diffuse ce véritable appel au meurtre sans coupures ni réserves. Et le met même dans le titre. Il est regrettable que certains médias allemands dans leur zèle antirusse franchissent les limites de l'admissible, touchant le fond à chaque fois", a ainsi déclaré l'ambassadeur russe.

UNE MENACE PAS SI ANODINE

Les propos de Fred Kaplan ne tombent pas du ciel. L'idée de s'en prendre au Président russe semble même avoir effleuré

les hautes sphères chez certains alliés de Kiev. Fin décembre, un responsable anonyme du Pentagone avait ainsi déclaré que l'hypothèse d'une "frappe de décapitation" contre le Kremlin était envisagée en haut lieu. Le ministre russe des Affaires étrangères russes, Sergueï Lavrov, y avait vu une menace directe contre Vladimir Poutine, invitant Washington à bien réfléchir à "toutes les conséquences possibles" qu'un tel geste entraînerait. Les questions de russophobie dans les médias ont pris une nouvelle tournure ces derniers mois, particulièrement en Ukraine. Devant l'Onu, Kirill Vychinski, directeur exécutif de l'agence Rossiya Segodnya, avait ainsi condamné les appels aux meurtres et à la violence des médias ukrainiens à l'encontre de militaires ou même de simples citoyens russes.

SELON LE NEW YORK TIMES

L'Otan se prépare au combat à ses frontières

L'Otan est en train de changer son approche stratégique vis-à-vis de la Russie, massant des troupes de plus en plus nombreuses et visibles à ses frontières, rapporte le New York Times. Le conflit en Ukraine amène l'Otan à armer de plus en plus ouvertement sa frontière est, écrit le New York Times. L'Alliance atlantique est en train de changer sa stratégie envers la Russie, passant d'une dissuasion par représailles à une dissuasion par déni, selon le quotidien américain. En d'autres termes, l'Otan ne cherchera plus à seulement à mobiliser ses troupes si l'un de ses membres est attaqué, mais veut prendre les devants en massant des troupes le long de sa frontière avec la Russie. "Dissuader par le déni signifie une révolution en termes pratiques: plus de troupes basées en permanence le long de la frontière russe, plus d'intégration des plans de guerre américains et alliés, plus de dépenses militaires et des exigences plus détaillées

pour que les alliés disposent de types spécifiques de forces et équipement pour combattre, si nécessaire, dans des lieux pré-assignés", explique ainsi le New York Times. L'opération est en outre psychologique, puisqu'il ne s'agit pas seulement d'augmenter les effectifs aux frontières, mais aussi de les rendre plus visibles. L'Otan a ainsi renforcé ses groupements tactiques dans huit pays formant sa frontière orientale avec la Russie ces derniers mois.

LE RETOUR DES AMÉRICAINS EN EUROPE

Ce réarmement massif de l'Otan aux frontières russes signe aussi le retour en force des États-Unis sur le continent européen, note le quotidien américain. Le commandant suprême des forces alliées en Europe est désormais Christopher G. Cavoli, qui commande également les forces américaines sur le Vieux continent, note ainsi le New York

Times. "Sous une nouvelle rubrique "dissuader et défendre", le général Cavoli intègre pour la première fois depuis la guerre froide les plans de combat américains et alliés. Les Américains sont de retour au cœur de la défense de l'Europe", a ainsi déclaré un haut responsable de l'Otan au quotidien, sous couvert d'anonymat. Le scénario d'une escalade entre l'Otan et la Russie a été évoqué à maintes reprises ces derniers mois. Le Premier ministre polonais avait par exemple récemment affirmé que Moscou serait rapidement vaincu si un tel conflit advenait. Il s'était fait reprendre de volée par l'ancien Président russe Dmitri Medvedev, qui avait affirmé que la Pologne serait la première à disparaître dans pareil cas. La Finlande a également remis une pièce dans le jukebox, en devenant membre à part entière de l'Otan début avril. Moscou a protesté, y voyant une nouvelle atteinte à la sécurité de la Russie.

UNION EUROPÉENNE

Un accord pour atteindre 42,5 % d'énergies renouvelables d'ici 2030

Deux fois plus d'énergies renouvelables d'ici 2030. C'est l'objectif sur lequel viennent de s'accorder les États de l'Union européenne et les eurodéputés ce jeudi. Un objectif de 42,5 % de renouvelables dans la consommation énergétique européenne d'ici 2030, soit un quasi-doublement du niveau actuel de 22 %. Le texte, qui prévoit des procédures accélérées pour les infrastructures, considère comme "verte" la biomasse (bois destiné à la production d'énergie), précise Markus Pieper (PPE, droite). Cette pratique dénoncée par les ONG écologistes est cependant "mieux encadrée", assure Pascal Canfin (Renew, libéraux), qui salue

aussi la "reconnaissance du rôle spécifique du nucléaire, ni vert ni fossile" pour produire de l'hydrogène décarboné, sujet divisant profondément les Vingt-Sept.

CROISSANCE RECORD POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN 2022

Des efforts encourageants mais toujours insuffisants. Les énergies renouvelables ont gagné dans le monde 9,6 % de capacités supplémentaires en 2022, une croissance record, a indiqué mardi l'Agence internationale des énergies renouvelables (Irena). Ces niveaux restent néanmoins loin de ce qui est nécessaire pour juguler le réchauffement

climatique. Solaire (photovoltaïque pour l'essentiel) et éolien se taillent toujours la part du lion, avec 90 % des constructions nouvelles. L'Irena relève cependant un ralentissement dans l'éolien par rapport aux deux années précédentes (+9 % de capacité de production, +22 % pour le solaire). En volume total, l'hydroélectricité reste - avec 1.250 gigawatts (GW) et 37 % du total - la première des énergies renouvelables, note ce rapport "Renewable Capacity Statistics 2023". Le solaire représente 31 % du total et le vent 27 %. La capacité totale de production, toutes sources renouvelables mêlées, s'élevait fin 2022 à 3.372 GW. Cette croissance record et continue

montre la résilience des énergies renouvelables "dans un contexte de ralentissement économique et de crise énergétique, a commenté le directeur général de l'Irena, Francesco La Camera. Mais "si nous voulons limiter le réchauffement climatique à 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle, nous devons tripler, chaque année jusqu'en 2030, les nouvelles capacités renouvelables", souligne-t-il.

"Sachant que la demande d'énergie devrait augmenter dans de nombreuses régions du monde, la transition énergétique exige un changement stratégique radical, allant au-delà de la décarbonation du côté de l'offre", plaide-t-il.

APRÈS LA FIN DE LA POLITIQUE DU ZÉRO COVID

La croissance accélère en Chine

Le produit intérieur brut de la Chine a progressé sur un an de 4,5 % en mars, selon les chiffres officiels du Bureau national des statistiques. Le PIB chinois commence à oublier les effets négatifs des restrictions sanitaires. La Chine a enregistré au premier trimestre une nette accélération de sa croissance, selon des chiffres officiels publiés ce mardi, les premiers depuis 2019 à évaluer un trimestre complet sans l'impact de la politique du "zéro Covid". Cette politique sanitaire draconienne, qui comprenait quarantaines obligatoires, nombreux confinements, tests PCR et restrictions aux déplacements, a été levée début décembre. Depuis sa mise en place en 2020, elle portait un rude coup à l'économie en raison du climat d'incertitude généré et des désagréments causés dans le quotidien des Chinois et des entreprises.

REPRISE DES VENTES AU DÉTAIL

La fin de ces mesures a donc permis à l'activité de nettement repartir au premier trimestre : le produit intérieur brut de la Chine a ainsi progressé sur un an de 4,5 %, a annoncé le Bureau national des statistiques (BNS). D'un trimestre à l'autre, la croissance est en hausse de 2,2 %, après une stagnation sur la période octobre-décembre. Le chiffre officiel de la croissance en Chine, éminemment politique et sujet à caution, n'en reste pas moins toujours scruté de près compte tenu du poids de la deuxième économie mondiale. Les ventes au détail, principal indicateur de la consommation des ménages, ont confirmé leur reprise en mars (10,6 % sur un an). Elles avaient connu quatre mois de contraction fin 2022, avant de rebondir en janvier-février cumulés (3,5 %). Ces dernières semaines, les Chinois retournent dans les restaurants, recommencent à prendre le train ou l'avion, contribuant à relancer les services. "La consommation a connu une reprise au premier trimestre en partie en raison d'un rattrapage mais elle n'a pas encore retrouvé ses niveaux prépandémie", souligne Teeuwe Mevissen, analyste chez RaboBank.

LE SECTEUR DE L'IMMOBILIER TOUJOURS FRAGILE

La crise de l'immobilier, qui a fait perdre de la valeur à de nombreux biens, et des pertes de revenus dues à la pandémie expliquent en partie ce phénomène, selon cet analyste. Le secteur, qui représente avec la construction environ un quart du PIB du pays, est fragilisé par une faible demande, au moment où de nombreux promoteurs luttent pour leur survie dans un contexte de méfiance des acheteurs et de baisse des prix de la pierre. La situation tend toutefois à s'améliorer partiellement grâce à un soutien des autorités, qui a permis une stabilisation des prix en mars. De son côté, la production industrielle s'est affichée le mois dernier en hausse de 3,9 % sur un an, contre 2,4 % en janvier-février. Le taux de chômage s'est pour sa part établi à 5,3 % en mars contre 5,6 % un mois plus tôt. Mais il est resté particulièrement élevé le mois dernier chez les 16-24 ans (19,6 %). Quant à l'investissement en capital fixe, sa croissance depuis le début de l'année s'affichait fin mars à 5,1 %.

CE N'EST PAS UNE BONNE NOUVELLE :

La sédentarité est associée à un cœur plus imposant chez les ados

La sédentarité a de nombreux effets négatifs sur la santé. Une étude finlandaise s'est intéressée à son impact sur le cœur des adolescents, mettant en évidence que le cœur de ceux qui bougent le moins est plus imposant que celui des autres.



On estime que 73 % des 11-17 ans bougent moins de 60 minutes par jour et donc n'atteignent pas les recommandations de l'OMS en matière d'activité physique. Le temps alloué au sport ou à l'activité physique est souvent parasité par les écrans, devant lesquels les ados passent en moyenne trois à quatre heures chaque jour. La sédentarité est un problème de santé publique qui concerne tout le monde, enfants comme adultes, et qui accroît le risque de développer des maladies métaboliques, cardiovasculaires ou encore des cancers.

Concernant les adolescents, une étude récente menée auprès de jeunes Finlandais de 17 ans

suggère que la sédentarité modifie la taille du cœur. La masse cardiaque des adolescents sédentaires était trois fois supérieure à celle des ados plus actifs. Or, une augmentation de la taille du cœur est associée avec un risque important de maladie cardiovasculaire.

UN CŒUR PLUS GROS CHEZ LES SÉDENTAIRES

L'étude a été menée auprès de 530 adolescents, autant de filles que de garçons, dont les données de santé ont été récoltées par l'université de Bristol pour l'Avon Longitudinal Study of Parents and Children qui avait pour but de suivre l'évolution d'enfants nés dans les années 1990.

En moyenne, les jeunes participants étaient sédentaires huit heures par jour et actifs environ 49 minutes. Les scientifiques ont observé que la masse cardiaque chez les ados les plus sédentaires était trois fois plus importante que celle des ados ayant une activité physique modérée à vigoureuse : 1,2 g/m².7 pour les actifs et 3,8 g/m².7 pour les sédentaires. Ces différences ont été observées sans lien avec le poids des ados. Une activité physique légère n'a pas influencé la masse cardiaque mais a amélioré le fonctionnement du cœur selon les scientifiques.

" Cette nouvelle preuve étend notre connaissance sur les effets négatifs de la sédentarité

sur la santé cardiaque. On sait que chez les adultes, une augmentation de la masse cardiaque de 5 g/m² peut augmenter le risque de maladie cardiovasculaire et de décès de 7 à 20 %. La pratique d'une activité physique modérée à vigoureuse entraîne également une légère hypertrophie du cœur, mais cela semble être un effet indésirable acceptable compte tenu des nombreux autres bienfaits sur la santé ", explique Andrew Agbaje, chercheur à l'université de Kuopio en Finlande. Des résultats à confirmer par d'autres études indépendantes, mais qui suggèrent que le sport est important pour la santé cardiaque chez les ados en pleine croissance.

Hamid M.

CHU D'ORAN : Une formation en éducation thérapeutique, nutritionnelle et préventive pédiatrique

Le service de pédiatrie du LCHU " Docteur Benzerdjeb " d'Oran organise, à partir de ce mois d'avril, une formation en éducation thérapeutique, nutritionnelle et préventive pédiatrique, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de cet établissement de santé. Il s'agit d'une formation destinée à tous les auxiliaires intervenant dans la prise en charge des maladies chroniques prévalant chez l'enfant, a-t-on précisé dans la présentation de cette formation, ajoutant que diététiciens, infirmiers, puéricultrices, psychologues et toute personne pratiquant l'éducation thérapeutique du patient (ETP) peuvent s'inscrire. La formation qui s'étale sur plusieurs mois, inclut des cours théoriques, des ateliers pratiques, ainsi qu'une journée de formation trimestrielle animée par des experts, a-t-on fait savoir. S'agissant des thématiques qui seront traitées dans ce cycle de formation, les organisateurs expliquent qu'elles sont multiples, comme " diabète type 1 et insulinothérapie ", " diabète type 2 et prise en charge nutritionnelle ", " diarrhée aigue et renutrition ", " mucoviscidose, thérapie et nutrition ". D'autres maladies prévalant chez l'enfant, comme l'obésité, l'allergie aux protéines de lait de vache (APLV), l'asthme et la maladie cœliaque, feront également l'objet d'ateliers et de conférences dans le cadre de cette formation, a-t-on encore ajouté.

H. M.

BIEN-ÊTRE :

5 aliments bons pour votre microbiote !

L'alimentation joue un rôle fondamental pour conserver un microbiote sain ! D'ailleurs, on dit souvent que " le ventre est notre deuxième cerveau ".

Le microbiote, également connu sous le nom de flore intestinale, est constitué d'une communauté de micro-organismes vivant dans notre tube digestif et joue un rôle important dans notre santé.

Découvrez 5 aliments qui peuvent vous aider à prendre soin de votre santé intestinale !

LE GINGEMBRE

Le gingembre est un aliment antioxydant et anti-inflammatoire. Il favorise la digestion et aide à rétablir l'équilibre intestinal. Le gingembre est un véritable allié du microbiote !

Le gingembre contient des composés bioactifs tels que les gingérols et les shogaols qui ont des propriétés anti-inflammatoires.

Le gingembre a également des propriétés antimicrobiennes, ce qui signifie qu'il peut aider à combattre les infections bactériennes dans l'intestin.

LES BANANES

Les bananes sont bénéfiques pour le



microbiote en raison de leur teneur en fibres et en nutriments !

Les bananes contiennent des fibres prébiotiques qui servent de nourriture aux bactéries bénéfiques du côlon.

De plus, la banane régule le transit intestinal et possède un effet apaisant sur la muqueuse intestinale.

LES YAOURTS AUX PROBIOTIQUES

Les yaourts probiotiques contiennent des souches de bactéries bénéfiques qui peuvent aider à restaurer et à maintenir un équilibre sain de la flore intestinale.

Prenez des yaourts qui contiennent des cultures actives de Lactobacillus et de Bifidobacterium pour obtenir les meilleurs avantages.

LES LENTILLES

Les légumineuses, comme les lentilles, sont riches en fibres, en protéines végétales et en autres nutriments bénéfiques pour la santé du microbiote.

Le fer, les vitamines B, le magnésium, le potassium ou encore le zinc contenu dans les lentilles prendra soin de votre flore intestinale.

LES AMANDES

Les amandes sont riches en fibres essentielles pour la santé intestinale. Elles sont riches en fibres, en graisses saines et en antioxydants.

Les amandes sont également source d'antioxydants, tels que la vitamine E et les composés phénoliques qui vont neutraliser les radicaux libres et contribuer à protéger les cellules intestinales !

H. M.

Mchewek aux amandes et cacahuètes

Ingrédients

- " 2 mesures d'amande en poudre
- " 1 mesure de cacahuètes concassées.
- " œufs selon le besoin
- " vanille
- " 1 mesure de sucre
- " zeste de citron

Pâte:

- " 3 verres de farine
- " ½ verre de beurre
- " 1 pincée de sel
- " eau de fleur d'oranger.

Décoration:

- " amandes concassés
- " sirop de miel
- " colorant vert.
- " maïzena pour travailler la pate

Etapas de réalisation

1. dans un large saladier, mettre la farine le sel, puis ajoutez le beurre fondu et tiédi.
2. sablez entre vos doigts pour bien incorporer le gras.
3. ajoutez ensuite l'eau de fleur



d'oranger pour ramasser la pâte. allez-y doucement pour ne pas avoir une pâte qui colle aux mains.

4. laissez la pâte reposer. et préparez la farce.

5. mélangez tous les ingrédients dans un saladier, ajoutez les œufs un par un, en mélangeant à chaque ajout pour avoir une pâte qui se ramasse, la quantité des œufs dépend de la grandeur de votre mesure.

6. sur votre plan de travail

couvert de maïzena, faites des boulettes avec la farce de presque 30 g, puis étalez en boudin et formez un anneau.

7. prenez maintenant un peu de la pâte et étalez sur le plan de travail couvert de maïzena bien finement, vous pouvez utiliser la machine à pâte

8. Coupez des rondelles du même diamètre que les anneaux.

9. prenez les anneaux de farce, couvrez les biens avec des blancs d'œuf, et submergez-les

dans un bol contenant des cacahuètes concassées ou des amandes, selon votre gout.

10. placez les anneaux de mchewek sur la rondelle de pate aussi badigeonnée de blanc d'œuf pour que ça colle.

11. pour la décoration, prenez un peu de la pâte, et étalez encore plus finement que la base des gâteaux.

12. diluez un peu de colorant dans un peu d'eau de fleur d'oranger. plongez le moule que vous allez utiliser dans le colorant, tapotez un peu pour enlever le surplus et coupez vos rondelles que vous allez plier en fleur.

13. placez les fleurs dans l'anneau.

14. placez les gâteaux au fur et à mesure dans un plateau allant au four saupoudré de farine, et préchauffé à 150 degrés C.

15. dès la sortie du four, décorez vos gâteaux avec juste un peu de miel, pour plus de gout, mais ce n'est pas obligatoire.

Skikrates a la noix de coco sans cuisson



Ingrédients :

- " 3 mesures de noix de coco
- " 1 mesure de sucre glace.
- 1 mesure de lait en poudre.
- " 1 cuillère à soupe de beurre fondue
- " des colorants selon votre goût
- " eau de fleur d'oranger pour arroser.

Pour la farce:

- " gâteaux sec
- " confiture.

Garniture:

- " Sucre cristallisé

Etapas de réalisation

1. on commence par la farce, vous écrasez les biscuits, vous mélangez avec de la confiture à votre goût.
2. la pâte doit être facile à former des boudins de 1 cm d'épaisseur.
3. vous mélangez maintenant la noix de coco, le sucre glace, le lait en poudre, vous ajouter la cuillère de beurre, et vous mouillez avec de l'eau de fleur d'oranger, c'est une pâte facile à faire et très maniable, vous pouvez diviser votre pâte et ajoutez différentes couleurs, vous faite comme pour le makrout, sauf qu'ici les gâteaux en finale ne doivent pas dépasser 2 cm d'épaisseur.
4. après les avoir fourrer avec les boudins de biscuit + confiture.
- alors vous former des boudins de 2 cm d'épaisseur et vous coupez en losanges de 2 cm.
5. mettez dans des caissettes.

Amaretti moelleux



Ingrédients

- Pour une vingtaine de biscuits :**
- " 3 blancs d'œufs
- " 100 gr de sucre glace
- " 210 gr de poudre d'amande blanche
- " 3 à 4 gouttes d'arôme naturel d'amande amère
- " sucre glace pour rouler les gâteaux dedans

Etapas de réalisation

1. Préchauffez le four à 150° chaleur tournante avec une grille au milieu.
2. A l'aide d'un batteur électrique battre les 3 blancs d'œufs en neige bien ferme.
3. Incorporez la poudre d'amande blanche et le sucre glace, puis ajoutez 3 ou 4 gouttes d'arôme naturel d'amandes amères.
4. Mélangez délicatement à la Maryse.
5. Formez des boules d'environ 20 gr et mettez-les sur une plaque recouverte de papier sulfurisé, en les espaçant.
6. Roulez les amaretti dans le sucre glace et déposez-les sur une plaque recouverte de papier sulfurisé.
7. Faites cuire à 150°C chaleur tournante pendant une quinzaine de minutes (les biscuits ne doivent pas colorer et rester blanc).
8. Faire refroidir sur une grille et conserver 1 à 2 semaines dans une boîte hermétique.

Tcharek maassel



Ingrédients

Pour la pâte:

- " 3 mesures de farine
- " 1 mesure de beurre fondu refroidi
- " Extrait de vanille
- " 1 pincée de sel
- " Eau de fleur d'oranger.

Pour la farce :

- " 3 mesures d'amandes moulues
- " 1 mesure de sucre en poudre
- " 1 bonne c à c de cannelle en poudre
- " Eau de fleur d'oranger

Pour la décoration:

- " une pince, nekkache
- " miel
- " brillant alimentaire

Etapas de réalisation

Préparez la pâte

1. mélangez les ingrédients donnés, ramassez avec l'eau de fleur d'oranger et laissez reposer quelques minutes.
2. Entre-temps, préparez la farce en mélangeant tous les ingrédients.
3. préparer des boules de 30 gr environs,
4. formez un creux dans la boule et remplissez-le de farce d'amande.
5. renfermez la boule et formez un boudin, sa longueur sera égale à vos 6 doigts des deux mains réunies.
6. formez une corne avec ça, et pincez les selon votre gout avec la pince à nekkache, placez vos gâteaux sur une plaque allant au four.
7. faire cuire dans un four préchauffé, et à la sortie des gâteaux du four, mettez-les dans du miel chaud, placez dans des caissettes et décorez avec un peu de brillant alimentaire.

Mkhabez

Ingrédients :

- " 500 g d'amandes finement moulues
- " 300 g de sucre glace tamisé
- " 2 c. à c. de zeste de citron
- " 1 c. à c. d'extrait de vanille
- " 2 œufs entiers 0+ 1 jaune selon la grosseur

Glaçage:

- " 3 blancs d'œufs
- " 3 c. à s. de jus de citron
- " 3 c. à s. d'eau de fleur d'oranger
- " sucre glace tamisé
- " 2 c. à s. d'huile de table
- " colorant bleu et vert / arôme amande douce
- " colorant rose / arôme fraise
- " colorant mauve / arôme cassis

Etapas de réalisation

1. Mélanger les amandes, le sucre glace, le zeste de citron, l'extrait de vanille et mouiller avec les œufs pour obtenir une pâte maniable et ferme.
2. Sur un plan de travail fariné abaisser la pâte sur une épaisseur de 3 cm et découper des ronds de 4 cm de diamètre à l'aide d'un découpoir.
3. Placer Les sur une plaque graissée et farinée, cuire pendant 20 à 30 mn à 140°.
4. Laisser refroidir sur une grille à pâtisserie.

Préparation du glaçage:

1. Préparer le glaçage avec les ingrédients



données, ajouter l'huile en dernier et mélanger.

2. Procéder à la coloration en adaptant à chaque couleur son arôme.

3. Vérifier le glaçage en faisant un essai sur un gâteau.

4. Glacer les gâteaux. Les laisser sécher complètement, enlever le surplus de glaçage.

5. Faire passer le brillant alimentaire argenté sur la surface à l'aide d'une éponge alimentaire. Décorer les pièces en adaptant à chaque couleur sa décoration.

6. Utiliser des sacs de congélation perforé avec un cure dent dans un coin, pour faire des pointillés

7. Garnir le centre de chaque gâteaux avec une marguerite blanche, un bouquet de trois marguerites dégradés en rose et blanc, une fleur en soulevant les pétales, de petites roses et de feuilles vertes faites avec du glaçage vert.

Ghribia, leblabi

Ingrédients

- " 130 g de beurre mou (ou smen)
- " 80 g sucre semoule
- " 60 g de noix de coco
- " 50 g de fécule de maïs (maïzena)
- " 1 œuf
- " 1 cuillère à café de vanille
- " 1 cuillère à café de levure
- " ¼ de c à café de sel
- " 170 gr de farine
- " 80 g de farine de pois chiche grillé

Etapas de réalisation

1. Tamiser la farine blanche et de farine de pois chiche avec de l'amidon, du sel et la levure chimique
2. fouettez le smen et le sucre avec la vanille



pour avoir une mousse bien crémeuse

3. Ajouter l'œuf et continuer à fouetter

4. Ajouter la noix de coco et ensuite les ingrédients secs tamisés

5. ramasser pour former la pâte

6. formez un boudin, utiliser une pince pour bien le décorer,

7. coupez des petits carrés, que vous placer sur un plateau fariné allant au four

8. Cuire au four préchauffé à 180 ° C pour une durée de 15-20 minutes selon le type de four

9. vous pouvez décorer avec du sucre glace

10. conservez dans une boîte hermétique.

3 LE COMITÉ des opérations de politique monétaire (COPM) de la Banque d'Algérie (BA) a décidé d'augmenter le taux de réserve obligatoire à 3% à compter du 15 avril 2023.

DANS UN ESPRIT D'UNITÉ

Un peuple de volonté est un peuple fait pour de grands engagements

PAR : AMMAR ZITOUNI

Optimisme. C'est un mot rénovateur qui s'est imposée, non parce qu'il oblige, mais plutôt parce qu'il convainc, convoque, et que l'amélioration des conditions de vie des citoyens, n'est pas un lieu négligé ; mais où de l'enfant, de l'homme, de la femme jusqu'aux personnes âgées et démunies tout le monde s'insère, en tant qu'être sociaux, pour vivre une vie décente, pour atténuer les effets accumulés et la détérioration de l'environnement économique et social, et rendre la vie plus agréable.



" l'espoir " et de " l'espérance ". D'aucuns espéraient au tout début de l'année 2020 avec l'avènement de la Constitution amendée que cette nouvelle ère républicaine allait être celle de la " faillite " de l'Algérie, de la colère des citoyens et de l'arrêt de l'avancée du progrès et de la prospérité de la société, celle de l'Etat de droit et de la justice sociale. Grâce à la maturité et à la prise de conscience de tout un peuple, l'illusion de ceux-ci s'est évaporée. L'évolution du pays qui, en l'espace de quatre ans, est non seulement parvenue à triompher des séquelles du passé mais aussi de construire l'action d'édification nationale sur des piliers solides de progrès économique et social dans un esprit d'unité, d'attachement aux valeurs de la paix et de la stabilité inscrits en premières lignes dans le projet national de la nouvelle Algérie à laquelle l'écrasante majorité du peuple aspire. La reconnaissance de la dimension du redressement du pays est un acte de justice historique. Elle implique la réaffirmation des pragmatismes indispensables au niveau de la conscience pour défendre le projet d'émancipation nationale qui a été " congelé " des années durant. Dans cette réalité inédite de l'Algérie contemporaine, au milieu de tous les acquis, le président Abdelmadjid Tebboune a semé des valeurs dans un esprit doué de sincérité, de sensibilité, d'intuition et d'intelligence socio-politique innée, parmi lesquelles se trouvaient la fidélité, à la cause transformatrice et la voie

d'approcher le plus près le peuple destinataire dans sa vie quotidienne d'action démocratique, économique et social de valeurs jadis désirées et plantées dans son esprit.

PRINCIPES D'ÉQUITÉ ET DE JUSTICE

Pour le président de la République, les aspects qui font de la société algérienne une société exceptionnelle sont indissociables. Probablement, la principale raison de cette attitude, de cette tendance irréfutable découle des principes d'équité et de justice pour lesquels le peuple algérien a opté, une fois qu'il est engagé sur la voie du renouveau

national. Eviter la division a été un processus d'apprentissage constant avec lequel loin, d'affaiblir ou d'adopter une position conformiste, a permis à la société algérienne de se renforcer, sous les principes de l'unité comme atout et point de départ face aux adversités internes et externes et aux obstacles les plus difficiles. Le fait d'agir dans la transparence, de se tourner vers le bien collectif a été déterminant au cours de ces dernières années pour le progrès économique et social et ce, partant de la juste expression des intérêts suprême du pays. Ici la volonté politique en vigueur est comprise comme un outil pour construire les piliers de la justice sociale et du développement durable que défend le programme présidentiel.

PARCE QU'IL Y A UNE VOLONTÉ POLITIQUE

C'est ce qui prouve aujourd'hui que c'est un peuple de volonté fait pour de grands engagements. La vérité est que bien souvent, en se référant à ce qui est, de toute évidence, les réalisations indiscutables du programme présidentiel, il y a cette tendance répandue dans l'opinion nationale que tout cela a été possible parce qu'il y a une " volonté politique " qui aspire à une meilleure société à laquelle il a été fixé des objectifs ambitieux, parce que justement il y

a cette " volonté politique, qui a réussi à aller de l'avant, parce qu'il y a aussi l'adhésion et l'accompagnement du peuple. Cet engagement doit guider contre tout ce qui est malveillant contre la Patrie, contre tout ceux qui s'opposent aux bonnes idées de bâtir un pays meilleur.

UNE VISION PLEINE D'ESPOIR ET POSITIVE

Cette certitude donne à son tour la confiance qui règne entre l'Etat et le peuple qui se sent pris en charge dans une vision pleine d'espoir et positive, qui est toujours encline à superposer, des alternatives aux justifications, et qui répond à un comportement cohérent avec les bases qui soutiennent le présent et le futur de la nation. Mais, c'est aussi la responsabilité de chacun. Il s'agit de reconnaître en tant que société active, on fait partie d'un ensemble d'intérêt national, ans lequel l'égoïsme et la superficialité peuvent être les plus grands obstacles à l'atteinte des grands objectifs. La décision et l'engagement du peuple à soutenir les étapes d'application du programme présidentiel, d'y contribuer, d'embrasser une vision du pays, de se sentir partie prenante de cette force créatrice, qui transforme, est la plus haute expression de la volonté du peuple algérien.

A. . Z.

BLOOMBERG

Les BRICS sèmeront l'Occident dans leur croissance économique

Après avoir pour la première fois devancé la contribution économique du G7 en 2020, le groupe des BRICS va continuer sur sa lancée. Vers 2028, sa part dans la croissance économique mondiale sera de plus de 33%, contre les 28% des pays du G7, selon les calculs de Bloomberg basés sur les chiffres du FMI. La contribution des BRICS à la croissance économique dans les années à venir dépassera celle des pays du G7, a calculé l'agence Bloomberg en se basant sur les données du Fonds monétaire international (FMI). Son pronostic de la croissance économique pour les cinq prochaines années est "le plus faible" depuis 1990, souligne l'agence. C'est la Chine qui aura la principale part dans cette croissance mondiale. Dans les années 2023-2028, elle sera de 22,6% du total mondial. Ensuite arrive l'Inde, dont l'indice sera de 12,9%. Il est attendu qu'en 2023, les BRICS affichent une croissance de 32,1%, contre celle de 29,9% des pays du G7. D'ici 2028, les chiffres devraient atteindre 33,6% et 27,8% respectivement. Au total, 75% de la croissance mondiale des cinq prochaines années devrait être concentrée dans 20 pays et plus de la moitié sera répartie entre la Chine, l'Inde, les États-Unis et l'Indonésie. Alors que les pays du G7 représenteront une plus petite part, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et la France figurent parmi les 10 principaux contributeurs. Bloomberg a appuyé ses données par un diagramme selon lequel le groupe comprenant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud a commencé à dépasser le G7 en termes de croissance économique dès 2020.

R.I.

Post scriptum

Par B. Chellali

Des milliers de morts et des dizaines de milliers de blessés dans le cadre de la répression d'un gouvernement imposé pour s'emparer des territoires arabes et implanter des colonies juives là où des maisons palestiniennes ont été démolies.

L'admettre est même gênant, mais réel. Sinon, les massacres israéliens contre cette population souffrante auraient arrêté et renversé l'environnement à partir duquel ils agissent, de même avec les attaques aériennes et d'artillerie contre Gaza, comme avec l'utilisation de balles contre des manifestants en Cisjordanie et dans d'autres endroits où cela est nécessaire comme, la patrie palestinienne, cet espace sacré dont, en tant qu'êtres humains, ils ont le droit de jouir., écrit Elson Concepción Pérez, analyste des questions internationales

Peut-être la question palestinienne est-elle l'exemple le plus clair du discrédit de la politique internationale qui touche aussi bien les institutions que les dirigeants et gouvernants, du moins non

identifiés à la soi-disant " cause palestinienne ", ou qui seraient incapables d'aller à son encontre. Les États-Unis ont décidé, en tant qu'allié d'Israël et soutien militaire du sionisme qu'il représente. Depuis le 14 mai 1948, Israël est né sur la terre palestinienne, considérée comme une solution nécessaire après l'Holocauste pendant la Seconde Guerre mondiale.

Pourtant, 75 ans plus tard, loin de la prétendue "solution", on compte des milliers de morts et des dizaines de milliers de Palestiniens blessés dans le cadre de la répression d'un gouvernement imposé pour s'emparer des territoires arabes et semer des colonies juives là où elles ont été démolies, forçant plusieurs millions de personnes à devoir quitter le lieu où elles sont nées et ont vécu, et ont dû s'exiler d'où Tel-Aviv ne leur permet pas de revenir.

Pendant ce temps, le regard international ne va pas au-delà des simples demandes de condamnation à l'ONU, un espace où les différents gouvernements américains mettent leur veto à la moindre tentative

de censure des autorités israéliennes, qu'il s'agisse d'attentats à la bombe, de massacres, de démolition de maisons et autres événements.

Des résolutions dissemblables approuvées à l'Assemblée générale de l'ONU - aucune au Conseil de sécurité, dans laquelle Washington leur oppose son veto -, on ne peut que dire qu'elles ont été des demandes de dialogue pour résoudre le conflit, tandis que la Palestine attend, ses enfants meurent chaque jour, et leurs rêves d'une patrie libre et indépendante, avec sa capitale à Jérusalem-Est, n'ont été qu'une chimère.

Ajoutez à cela qu'aussi bien Israël, que les États-Unis, se moquent des revendications internationales et des droits du peuple palestinien, alors que le régime sioniste est devenu un instrument des différents gouvernements américains, qui le financent à hauteur de plus de 3,5 milliards de dollars chaque année, juste pour la production et l'acquisition d'armes.

Israël est la garantie que Washington utilise dans sa politique belliciste contre la Syrie et le Liban voisins et, principale-

ment, contre l'Iran.

Israël a des armes nucléaires et ne les déclare pas ou n'autorise aucune inspection par l'organisme international qui en a la charge... Et rien ne se passe.

N'oublions pas, en outre, qu'au Congrès et dans d'autres instances américaines, le lobby juif, composé des éléments les plus ultra-réactionnaires du système politique et économique de ce pays, utilise son argent pour influencer les membres du Congrès et d'autres entités de pouvoir - qu'elles soient républicaines ou démocrates -, pour qu'ils soutiennent tout ce qui se fait à Tel-Aviv ou dirigé depuis Washington.

Je suis d'avis que la seule façon de mettre fin au massacre des Palestiniens par Israël et à la promotion des colonies juives sur ces terres dépend de la rupture du fil conducteur qui rend Tel-Aviv dépendant de ce qui est commandé aux États-Unis. Le monde sait qu'il est redevable à cette population arabe qui souffre depuis longtemps et qui est massacrée.

B. C.